



COMMISSION DES SERVICES
FINANCIERS ET DES SERVICES
AUX CONSOMMATEURS

réglementation • éducation • protection

Rapport de 2017 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick

FCNB.CA

85, rue Charlotte, bureau 300 | Saint John (N.-B.) E2L 2J2 | 866 933-2222
225, rue King, bureau 200 | Fredericton (N.-B.) E3B 1E1 | 866 933-2222

Table des matières

Sommaire	1
Introduction	3
Marchés financiers du Nouveau-Brunswick	4
Les Néo-Brunswickois qui investissent au Nouveau-Brunswick	7
Corporations de développement économique communautaire	8
Le financement participatif au Nouveau-Brunswick	9
Mobilisation de capitaux sur les marchés publics	10
Capital-risque	11
Marchés dispensés	15
Fusions et acquisitions	19
Subventions	22
Financement par emprunt	24
Analyse et prochaines étapes	25
Annexe A – Glossaire	26
Annexe B – Tableau de bord des indicateurs des marchés financiers du Nouveau-Brunswick pour 2012-2016 (en millions de dollars)	31
Annexe C – Tableau de bord des indicateurs financiers du Nouveau-Brunswick pour 2016 (en millions de dollars)	32
Annexe D – Tableau de bord des indicateurs clés des marchés financiers du Nouveau-Brunswick des cinq dernières années	33
Annexe E – Tableaux	34
Annexe F – Sources documentaires	47
Annexe G – Financement participatif	49

Remerciements :

La Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB) tient à signaler l'importante contribution de Raisa Mahru, candidate à la maîtrise en administration des affaires (MBA) à l'université du Nouveau-Brunswick, campus de Saint John, sans laquelle le présent rapport n'aurait pas vu le jour.



Sommaire

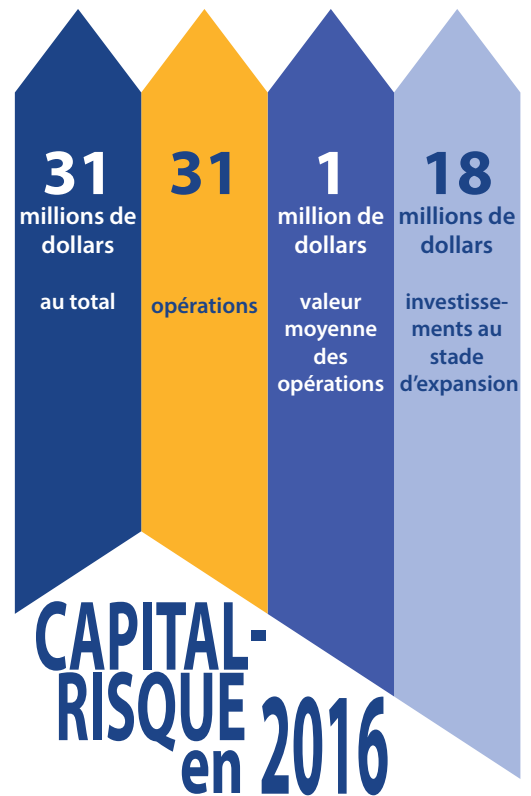
Le *Rapport de 2017 sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick* est publié par la Commission des services financiers et des services aux consommateurs (FCNB) en tant que pierre angulaire de la recherche sur les marchés financiers et des activités de développement de ces marchés. Dans le présent rapport, nous analysons les données et retraçons la provenance de plus d'un milliard de dollars de capital amassé par des entreprises néo-brunswickoises depuis 2012.

L'analyse des marchés financiers du Nouveau-Brunswick permet de dégager des observations importantes sur l'écosystème entrepreneurial et celui des entreprises établies. Le rapport vise à présenter chaque année les principaux points de données qui représentent le mieux les activités de mobilisation de capitaux des entreprises du Nouveau-Brunswick.

Cette année, deux points positifs ont été relevés :

- une tendance à la hausse des investissements de capital-risque favorisant les entreprises en croissance;
- le montant du capital réuni par les entreprises néo-brunswickoises cotées en bourse.

Le capital-risque constitue un lien direct avec la robustesse de l'écosystème entrepreneurial propre aux entreprises en démarrage et à leur développement continu. Les entreprises néo-brunswickoises ont amassé plus de 31 millions de dollars en 2016, soit le montant le plus élevé récolté au cours des cinq dernières années. Parallèlement, la taille moyenne des opérations est supérieure à ce qu'elle était, passant à un million de dollars, soit près du triple de la taille moyenne des opérations de 2012. Notre analyse révèle que cela est attribuable au fait que des entreprises à un stade ultérieur de leur cycle de développement réussissent à attirer des investissements de sociétés de capital-risque. Par ailleurs, plusieurs de ces entreprises ont reçu des investissements de capital-risque à l'étape de démarrage.



L'autre point positif relevé dans le cadre de notre recherche est que les sociétés cotées en bourse du Nouveau-Brunswick participaient plus activement à la mobilisation

de capitaux en 2016 que lors des années précédentes étudiées. Ensemble, elles ont recueilli plus de 102 millions de dollars. De ce montant, plus de 96 millions de dollars ont été amassés sur les marchés boursiers publics canadiens et 6 millions de dollars de plus, sur les marchés dispensés.

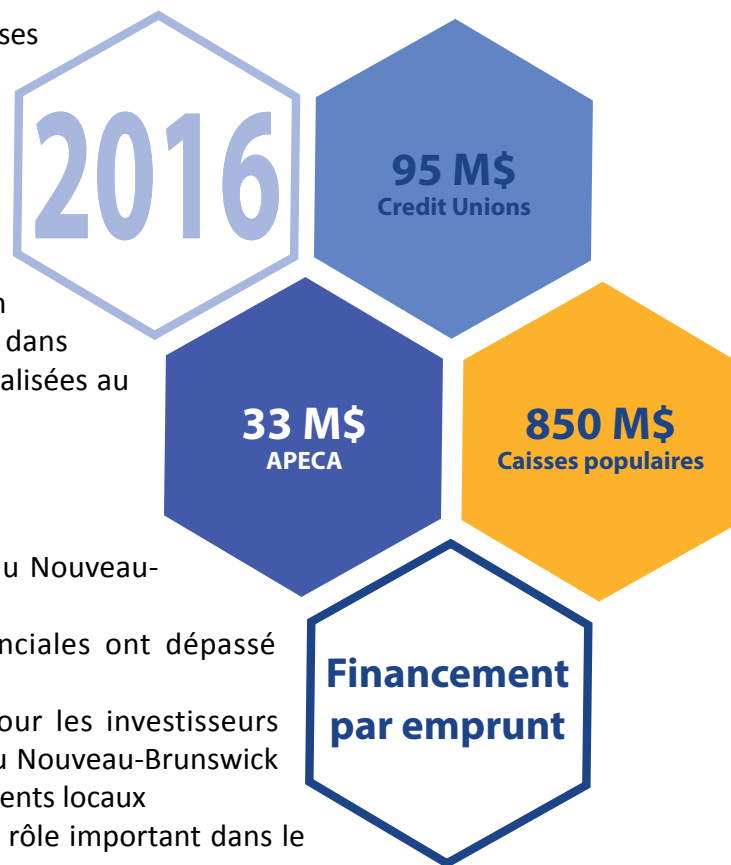
Comme nous l'avons mentionné dans les rapports précédents, une ou deux opérations substantielles peuvent avoir une incidence considérable sur le volume des capitaux amassés dans une province avec une économie comme celle du Nouveau-Brunswick. Cela ressort nettement lors de l'examen de l'activité des marchés dispensés de cette année. Aucune des plus grandes sociétés fermées du Nouveau-Brunswick n'a indiqué avoir mobilisé de fonds au moyen des marchés dispensés. Le résultat est une diminution des fonds mobilisés, qui sont passés de 363 millions de dollars en 2015 à un peu plus de 19 millions de dollars en 2016. Bien qu'il s'agisse d'une baisse substantielle, cela ne représente qu'une ou deux opérations dans une année qui autrement aurait été active pour la mobilisation de capitaux dans la province.

Même si les grandes sociétés néo-brunswickoises n'ont pas activement mobilisé de capitaux sur les marchés dispensés en 2016, elles ont été très actives pour ce qui est des fusions et des acquisitions. Deux entreprises néo-brunswickoises ont acheté de grandes entreprises internationales. Même s'il y a eu moins d'opérations de fusion et d'acquisition cette année, ces activités demeurent fortes dans la province. Plus de 85 opérations ont été réalisées au cours des cinq dernières années.

Faits saillants du rapport :

- Le produit intérieur brut (PIB) réel du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,40 %
- Les subventions fédérales et provinciales ont dépassé 696 millions de dollars en cinq ans
- Le programme de crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE) du Nouveau-Brunswick continue d'encourager les investissements locaux
- Le financement par emprunt joue un rôle important dans le paysage économique

La FCNB continue de contribuer au développement des marchés financiers néo-brunswickois en proposant des programmes éducatifs pour soutenir les occasions de mobilisation de capitaux. Ces programmes portent notamment sur le financement participatif par actions, les corporations de développement économique communautaire (CDEC), le programme de CIPE et la bonne utilisation des offres de titres qui ne nécessitent pas le dépôt d'un prospectus.



Introduction

En 2005, la FCNB (anciennement appelée la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick) a lancé son initiative Pleines voiles pour promouvoir les marchés financiers dans la province. L'initiative comprenait des programmes visant à renseigner les participants des marchés financiers, à mobiliser les parties intéressées et les experts-conseils, et à mener des recherches sur les marchés financiers de la province.

Le présent rapport vise à :

- Permettre aux parties intéressées de participer et de discuter de l'expansion des marchés financiers du Nouveau-Brunswick;
- Analyser les tendances des cinq dernières années, les sources de capitaux et le volume global de capital, et les divers outils de mobilisation de capitaux employés par les investisseurs et les gens d'affaires;
- Comparer les marchés financiers du Nouveau-Brunswick avec ceux des autres provinces de l'Atlantique.

Portée du rapport :

Dans le présent rapport, nous analysons les marchés néo-brunswickois suivants :

- Capital-risque
- Fusions et acquisitions
- Marchés dispensés
- Financement par emprunt (portée limitée)
- Financement par subvention (capital supplémentaire)

Pour assurer une analyse approfondie, des montants cumulatifs, des moyennes, des comparaisons et des tendances sur cinq ans ont été intégrés au rapport, lorsque le contexte s'y prêtait.

Le présent rapport cherche à répondre aux questions suivantes :

- De quelles régions géographiques provient le financement des entreprises du Nouveau-Brunswick?
- Quels sont les types d'organisations qui fournissent du financement?
- Quels sont les secteurs d'activité qui intéressent les investisseurs?
- À quel stade de leur développement ces sociétés reçoivent-elles du financement?

Le présent rapport traite aussi du financement participatif, du programme des CDEC, des crédits d'impôt reçus par les particuliers et les sociétés par l'intermédiaire du programme de CIPE et de la mobilisation de fonds sur les marchés publics du Nouveau-Brunswick.

Méthodologie

Notre démarche méthodologique a consisté en :

- L'examen de déclarations réglementaires et de documents publics;
- Des entrevues avec des parties intéressées;
- L'évaluation de données de Thomson Reuters.

Veuillez consulter [l'annexe F](#) pour obtenir une liste complète des sources de données.

Marchés financiers du Nouveau-Brunswick

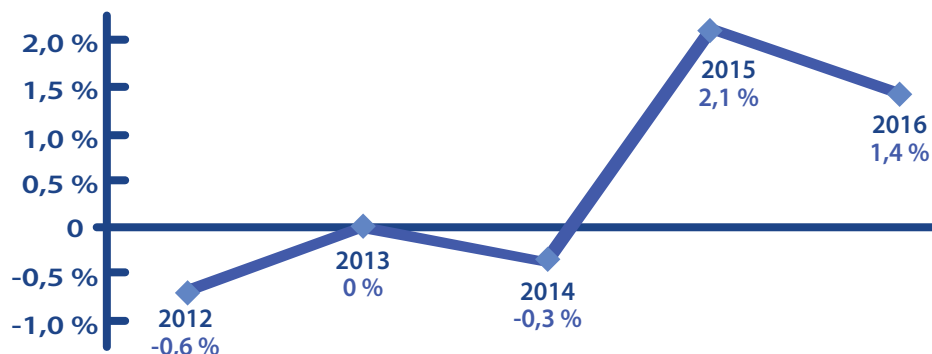
Les marchés financiers du Nouveau-Brunswick sont influencés par plusieurs facteurs : le PIB provincial, de nouvelles possibilités de mobilisation de capitaux, et les investisseurs néo-brunswickois qui investissent chez eux. L'activité de nos plus importantes sociétés fermées a aussi une grande incidence sur les tendances observées dans nos marchés financiers. Cette incidence sera traitée plus loin dans le rapport.

Les marchés financiers du Nouveau-Brunswick continuent de croître malgré un climat difficile caractérisé par une population vieillissante, l'exode des jeunes à la recherche d'emplois, et l'absence d'un moteur de développement économique, comme c'est le cas à Terre-Neuve-et-Labrador, où l'activité pétrolière et gazière contribue à l'économie provinciale. En 2016, le PIB du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,4 %. Selon Statistique Canada, cette croissance est attribuable à une activité accrue dans les secteurs des services (1,5 %), manufacturier (1,0 %), des finances et des assurances (3,5 %), du commerce de détail (2,7 %) et du commerce de gros (4,4 %).

Le PIB est la mesure la plus générale sur le plan monétaire de l'activité économique d'une province dans son ensemble. Il représente la valeur totale des biens et services produits à l'intérieur d'un territoire au cours d'une période donnée. Il sert à mesurer la taille d'une économie et son évolution.

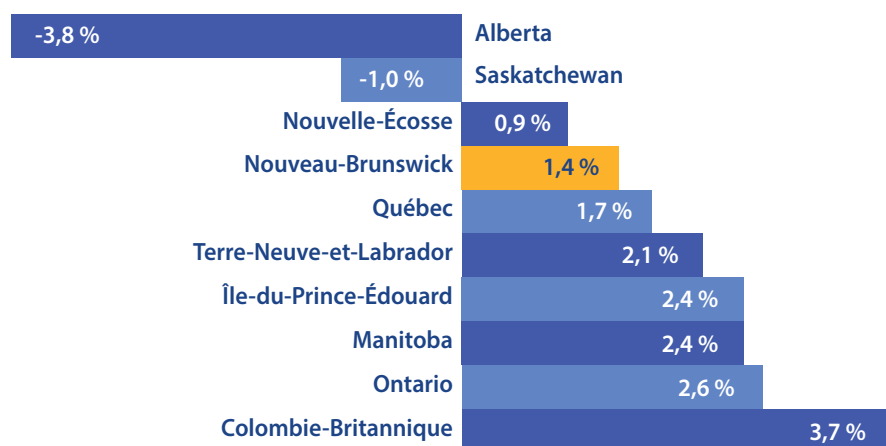
La figure suivante illustre le PIB réel du Nouveau-Brunswick au cours des cinq dernières années (2012-2016).

PIB réel du Nouveau-Brunswick entre 2012 et 2016

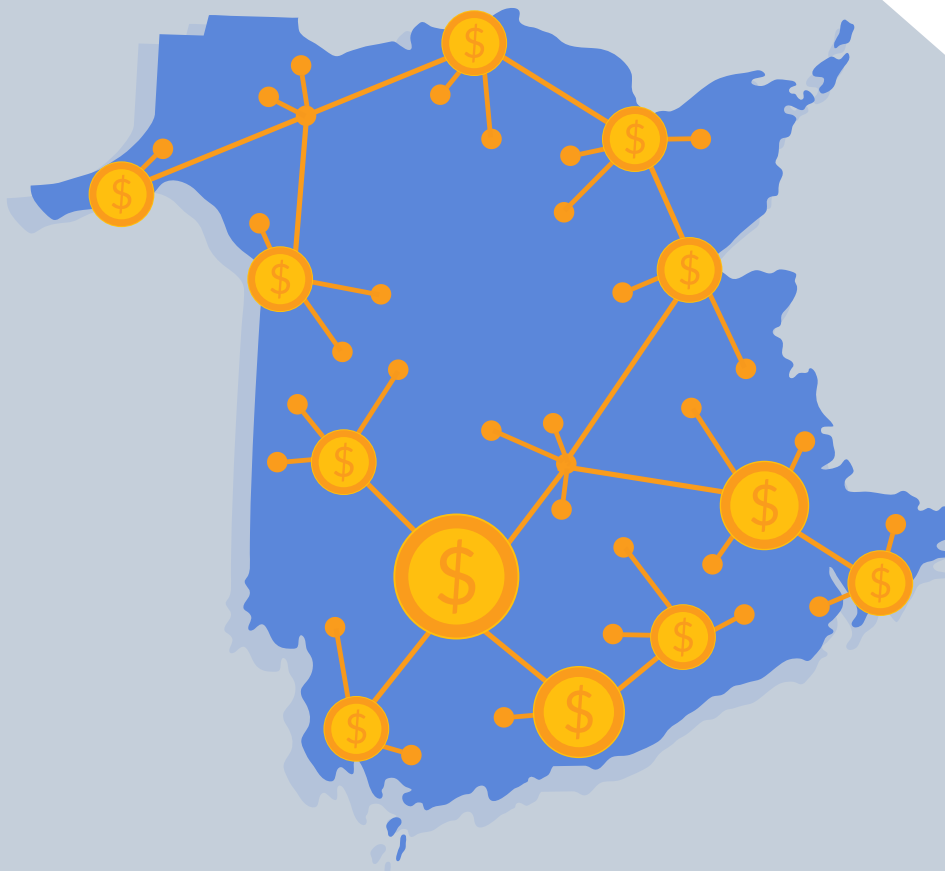


Dans les provinces de l'Atlantique, le Nouveau-Brunswick s'est classé au troisième rang pour la croissance du PIB, qui était de 1,4 %. L'Île-du-Prince-Édouard est en tête cette année, avec une croissance vigoureuse de 2,4 %, suivie de Terre-Neuve-et-Labrador (2,1 %). Celle de la Nouvelle-Écosse se chiffrait à 0,9 %.

Produit intérieur brut par province en 2016



Les Néo-Brunswickois investissent-ils chez eux ?



Investissements au N.-B.

42,28 M\$

Total du financement par actions (au N.-B.)

Qui investit?



35,28 M\$

Investisseurs individuels

7,00 M\$

Capital de risque

7,01 M\$

Investisseurs providentiels

Soutien public par le truchement de programmes d'immobilisations



16,81 M\$

ont été versés comme crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises (CIPE)



190

demandes approuvées de CIPE



64,71 M\$

en subventions provinciales

Investisseurs du N.-B. qui se sont prévalus des marchés dispensés dans les différents secteurs en 2016 (en millions de dollars)



0,96 \$
Manufactures



0,64 \$
Soins de santé



2,17 \$
TIC



0,24 \$
Mines



1,73 \$
Immobilier



1,26 \$
Autres

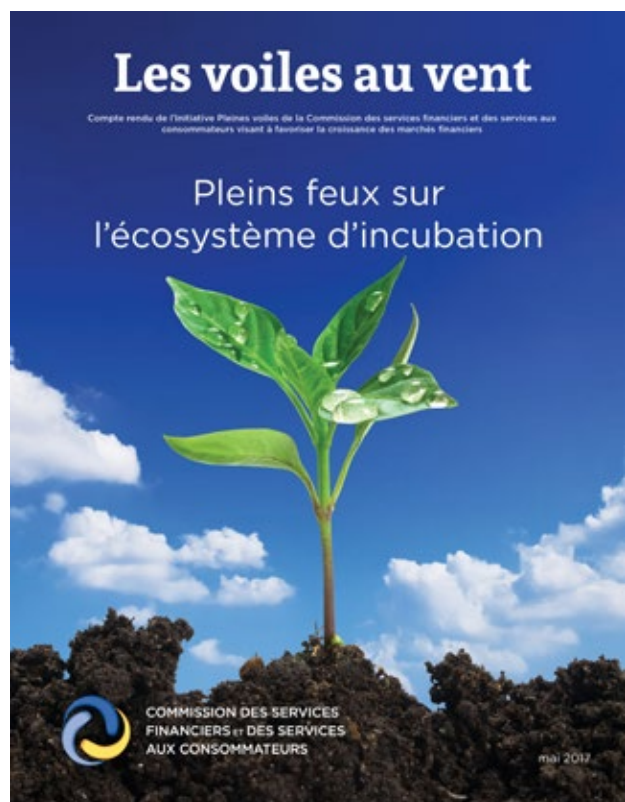
Les Néo-Brunswickois qui investissent au Nouveau-Brunswick

Les Néo-Brunswickois continuent d'appuyer les entreprises locales. Notre recherche révèle qu'en 2016, des particuliers et des sociétés du Nouveau-Brunswick ont investi 42,28 millions de dollars dans des entreprises d'ici. De plus, les entreprises en expansion et les entrepreneurs à la recherche de capitaux peuvent tirer avantage du programme de CIIPE du gouvernement provincial. Ce programme offre un crédit d'impôt aux investisseurs néo-brunswickois afin d'« atténuer les risques » associés à leur portefeuille, ce qui encourage les investissements locaux. La FCNB offre des programmes éducatifs sur le CIIPE dans le cadre de son initiative « Pleines voiles » et sa série d'ateliers « Apprendre les rouages financiers ». L'an dernier, 30 ateliers ont été présentés à 780 personnes. Des webinaires sur le CIIPE sont accessibles à l'adresse fr.fcnb.ca/Acces-aux-capitaux.html.

Voici les points à retenir au sujet des investissements locaux :

- Les particuliers et les sociétés ont investi 35,28 millions de dollars dans 190 entreprises du Nouveau-Brunswick dans le cadre du CIIPE.
- Au Nouveau-Brunswick, 773 particuliers et 12 entreprises ou fiducies ont effectué des placements en se prévalant du programme de CIIPE.
- La Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB) a investi 5,58 millions de dollars dans des entreprises de la province.
- Les investisseurs providentiels ont fourni 7,01 millions de dollars.

Les accélérateurs et les incubateurs d'entreprises vont au-delà d'un simple investissement sur les marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Bien souvent, ces organismes fournissent aussi des mentors, des programmes éducatifs et des locaux partagés dans le but de promouvoir la croissance des entreprises locales. En mai, la FCNB a publié le bulletin [Les voiles au vent – Pleins feux sur l'écosystème d'incubation](#). Les articles décrivent la démarche de ces organismes et font ressortir la manière dont la collaboration a été utile aux entreprises inscrites à leurs programmes. *Les voiles au vent* est un bulletin publié par la FCNB qui traite des marchés financiers; il est publié trois fois par année et présente les activités et initiatives locales de croissance des marchés financiers. Il est possible d'en obtenir des exemplaires à l'adresse fr.fcnb.ca/bulletins.html.



Corporations de développement économique communautaire

Grâce aux règles adoptées par la FCNB et le ministère des Finances en 2016, les Néo-Brunswickois ont maintenant la possibilité d'investir leur capital dans l'économie locale. Le programme CDEC fonctionne parallèlement au programme de CIIPE et incite lui aussi les investisseurs locaux à investir sur nos marchés financiers. Plusieurs organisations planifient actuellement la création de la première corporation de développement économique dans la province. La FCNB offre, en collaboration avec le ministère des Finances, des programmes éducatifs continus afin de faire connaître cette nouvelle possibilité de mobilisation de capitaux.

En vertu de ce programme, une entreprise constituée en CDEC peut recueillir jusqu'à 3 millions de dollars. Le montant minimal qu'un particulier peut placer est de 1 000 \$ et le montant maximal est de 250 000 \$. Ainsi, les particuliers et les entreprises profitent des retombées d'un investissement dans leur collectivité et d'un crédit d'impôt personnel de 50 % pour les placements admissibles dans une CDEC.

La FCNB tiendra un atelier dans le cadre du programme Pleines voiles au Centre des arts et de la culture de Dieppe le 14 novembre 2017. L'activité mettra en vedette des entrepreneurs et des dirigeants communautaires qui ont su mobiliser des capitaux grâce à des programmes similaires dans d'autres provinces. Des détails supplémentaires sur l'activité sont fournis sur notre site Web à l'adresse fr.FCNB.ca.



Explorez les possibilités :
Les corporations de développement économique communautaire

- Étudier des exemples concrets
 - S'orienter avec succès
- En découvrir les avantages

pleinesvoiles
NOTEZ-LE AU CALENDRIER!
14 novembre 2017
Centre des arts et de la culture de Dieppe
Inscrivez-vous : fr.FCNB.ca/pleinesvoiles

 **FCNB.ca**

Le financement participatif au Nouveau-Brunswick

Le Nouveau-Brunswick a commencé à adopter le financement participatif à titre de nouvelle source de financement – avec une préférence pour la prévente et les dons. Des entreprises du Nouveau-Brunswick ont été très actives sur le site Kickstarter – la plus importante plateforme de financement au monde pour les projets novateurs. La FCNB a mis en place un régime pour le financement participatif par actions; néanmoins l'activité dans ce secteur demeure faible.

Le tableau suivant montre le nombre de campagnes de financement sur Kickstarter par région et état du projet. L'an dernier, les Néo-Brunswickois ont lancé 239 projets. De ce nombre, 96 ont réussi. Six campagnes sont toujours en cours, et les autres ont soit échoué (104), soit été suspendues ou annulées (33).

Campagnes de financement sur la plateforme Kickstarter, par emplacement et état du projet

Emplacement	N ^{bre} total de campagne	Succès	Échec	En cours	Suspendue /annulée	Fonds promis
Saint John	31	6	23	2	-	11 567 \$
Moncton	106	60	20	3	23	342 025 \$
Fredericton	80	30	39	1	10	60 042 \$
Miramichi	2	-	2	-	-	65 \$
Woodstock	19	-	19	-	-	5 103 \$
Bathurst	1	-	1	-	-	387 \$
Total	239	96	104	6	33	419 189 \$

Ce sont les projets de Moncton qui ont obtenu le montant le plus élevé de fonds promis (342 025 \$; 81,59 %), suivis de Fredericton (60 042 \$; 14,32 %). Sur le montant total amassé à Moncton, 296 455 \$ (87 %) des fonds ont été affectés à deux projets d'édition créatifs.

Le financement participatif par actions a été adopté partout dans le monde, comme le montre [l'annexe G](#). Toutefois, les entreprises néo-brunswickoises se sont montrées réticentes à offrir des actions de société au moyen de cette nouvelle option. Jusqu'à maintenant, l'activité se limite aux entreprises qui développent des portails (sites Web) permettant à d'autres entreprises néo-brunswickoises de mobiliser des fonds grâce au financement participatif par actions. Ces portails ont été enregistrés auprès de la FCNB. Il est possible de visionner des vidéos décrivant le modèle de financement participatif par actions à l'adresse fr.fcnb.ca/Acces-aux-capitaux.html. La FCNB continuera d'analyser les tendances en matière de financement participatif et de faire rapport sur le sujet dans ses futurs rapports sur les marchés financiers.

Mobilisation de capitaux sur les marchés publics

Les entreprises néo-brunswickoises cotées en bourse ont la possibilité de recueillir des capitaux sur les marchés publics, comme la Bourse de Toronto (TSX), ou les marchés dispensés. En 2016, les sociétés ouvertes du Nouveau-Brunswick ont amassé 102,65 millions de dollars, dont 96,65 millions de dollars ont été recueillis sur les marchés publics et 6 millions de dollars, sur marchés dispensés. Sur les 96,65 millions de dollars recueillis sur les marchés publics, 73,64 millions de dollars ont été amassés par une société de soins de santé, et 23,01 millions de dollars, par une société immobilière. La société immobilière a amassé 6 millions de dollars supplémentaires grâce aux marchés dispensés. Les capitaux amassés en 2016 représentent un niveau de financement record par rapport aux cinq dernières années, surpassant les 78 millions de dollars recueillis en 2013.

Le Nouveau-Brunswick compte sept sociétés cotées en bourse au Canada et aux États-Unis. Deux entreprises sont cotées à la TSX, quatre à la Bourse de croissance TSX et une autre au NASDAQ. À elles seules, elles ont amassé 956,92 millions de dollars sur les marchés publics au cours des cinq dernières années.

Capitaux mobilisés sur les marchés publics entre 2012 et 2016

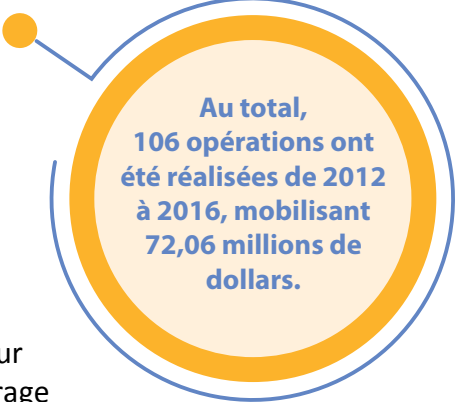
	2012	2013	2014	2015	2016	Total pour 2012-2016
Marchés publics (en M\$)	23,20	78,00	11,30	19,94	96,65	229,09

Capital-risque

Le nombre d'opérations et d'investissements en capital-risque au Nouveau-Brunswick a atteint un nouveau record en 2016, soit 31 opérations pour un total de 31,04 millions de dollars. Au cours des cinq dernières années, 106 opérations ont été réalisées, représentant un total de 72,06 millions de dollars. Nous remarquons que la tendance générale en matière d'investissements en capital-risque est à la hausse.

Points saillants

- Trente-et-une opérations d'une valeur de 31,04 millions de dollars.
- La valeur moyenne des opérations de capital-risque (2012-2016) :
 - ◆ est passée de 0,36 million de dollars en 2012 à 1 million de dollars en 2016;
 - ◆ est passée de 0,32 million de dollars en 2012 à 0,52 million de dollars en 2016 pour les entreprises aux stades de prédémarrage et de démarrage;
 - ◆ est passée de 0,51 million de dollars en 2012 à 1,77 million de dollars en 2016 pour les entreprises aux stades de croissance et d'expansion.
- Le nombre d'opérations et la valeur moyenne des investissements en 2016 ont augmenté de façon considérable pour les entreprises aux stades de croissance et d'expansion. Cinq opérations visant des entreprises au stade de croissance représentaient 3,55 millions de dollars et sept opérations visant des entreprises au stade d'expansion s'élevaient à 17,68 millions de dollars.
- Divers secteurs d'activité ont bénéficié d'investissements en capital-risque. La plus grande partie des opérations de capital-risque visaient le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC), le total se chiffrant à 55,77 millions de dollars. Quant au secteur manufacturier, il a amassé 4,83 millions de dollars; le secteur de l'énergie, 3,70 millions de dollars; les sciences de la vie, 1,68 million de dollars; divers autres secteurs, toute catégorie confondue, 6,08 millions de dollars.
- En 2016, le Nouveau-Brunswick est arrivé deuxième parmi les provinces de l'Atlantique pour ce qui est du capital-risque amassé (31,04 millions de dollars), derrière la Nouvelle-Écosse (37,13 millions de dollars).
- En 2016, le secteur des TIC du Nouveau-Brunswick a enregistré le plus grand nombre d'opérations et d'investissements – 21 opérations représentant 25,27 millions de dollars – que n'importe quel autre secteur au Canada atlantique.



**Au total,
106 opérations ont
été réalisées de 2012
à 2016, mobilisant
72,06 millions de
dollars.**

Figure 1.0 - Nombre d'opérations de capital-risque et leur valeur globale entre 2012 et 2016

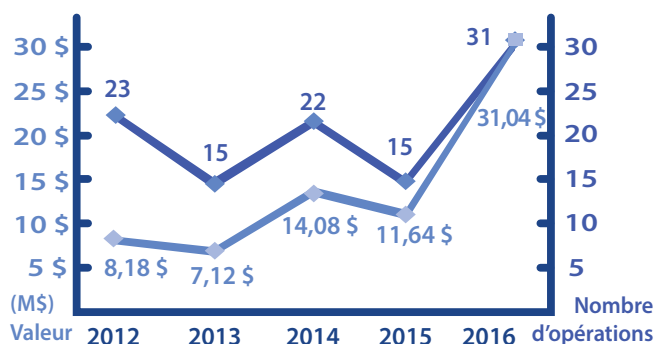
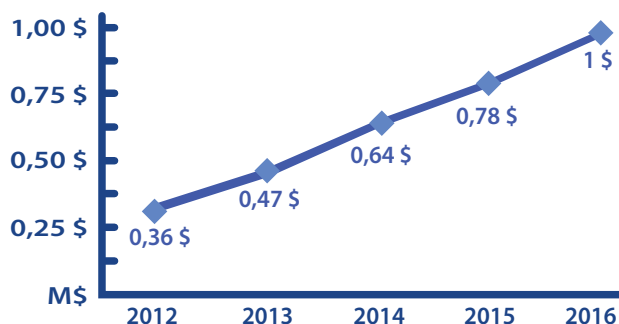


Figure 1.0a - Valeur moyenne des opérations de capital-risque



Comme le montrent les figures 1.1 et 1.1a, tous les secteurs d'activité au Nouveau-Brunswick – à l'exception des sciences de la vie – ont obtenu de meilleurs résultats en 2016, comparativement à l'année précédente et à la moyenne quinquennale. Mis à part les TIC, les autres secteurs ont attiré des investissements limités ces cinq dernières années.

Figure 1.1 - Valeur des placements de capital-risque par secteur d'activité

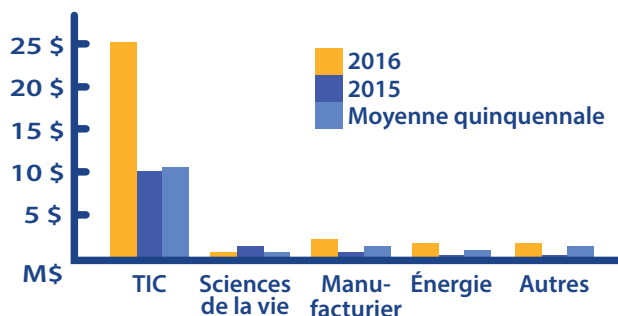


Figure 1.1a - Nombre d'opérations de capital-risque par secteur d'activité

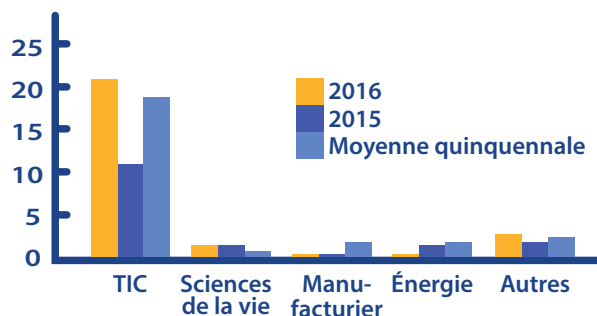


Figure 1.2 - Répartition des opérations de capital-risque par secteur d'activité en 2016

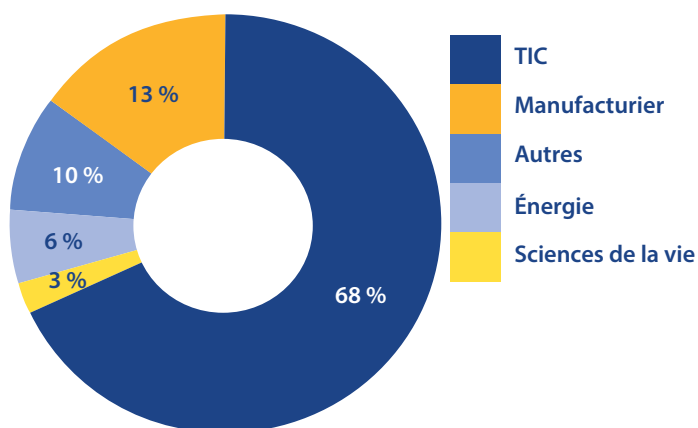


Figure 1.2a - Répartition des opérations de capital-risque par secteur d'activité en fonction de la moyenne quinquennale

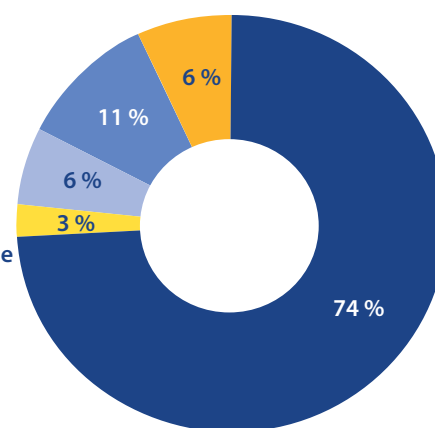


Figure 1.3 - Répartition des opérations de capital-risque par secteur d'activité en fonction de leur valeur globale en 2016

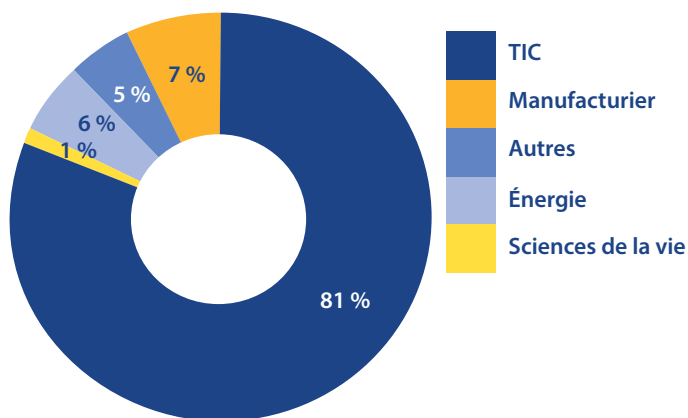


Figure 1.3a - Répartition des opérations de capital-risque par secteur d'activité en fonction de leur valeur moyenne quinquennale

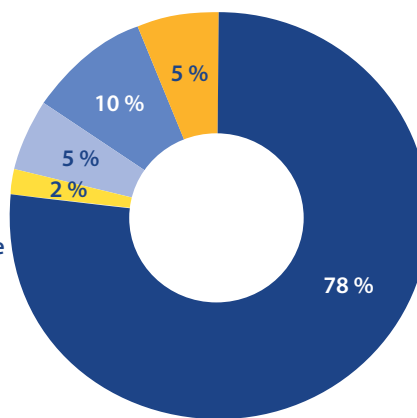
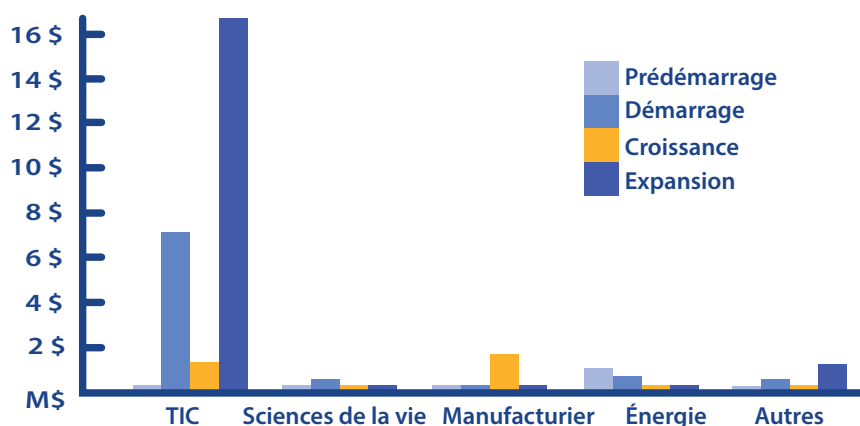


Tableau 1.0 - Nombre de placements de capital-risque par stade de développement et secteur d'activité en 2016

	Prédémarrage	Démarrage	Croissance	Expansion	Total
TIC	-	15	1	5	21
Sciences de la vie	-	1	-	-	1
Manufacturier	-	-	4	-	4
Énergie	1	1	-	-	2
Autres	-	1	-	2	3
Total	1	18	5	7	31

La **figure 1.4** examine les investissements reçus aux divers stades de croissance des entreprises. Une définition de chaque stade se trouve à [l'annexe A](#). Sur les 31,04 millions de dollars amassés en 2016, 8,81 millions de dollars (18 opérations) ont été investis dans des entreprises en démarrage et 21,23 millions de dollars (12 opérations), aux stades de croissance et d'expansion.

Figure 1.4 - Valeur des placements de capital-risque par stade de développement et secteur d'activité en 2016



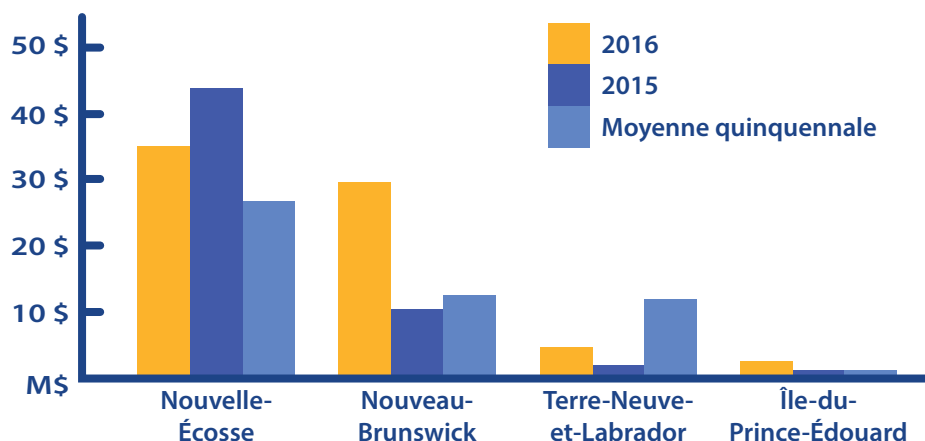
Les sociétés de capital-risque ont continué d'appuyer les entreprises en démarrage. De plus, les résultats de 2016 montrent une forte hausse des investissements dans les entreprises en croissance et en expansion (cinq et sept opérations respectivement). Qui plus est, notre étude révèle que bon nombre des entreprises en cours de croissance et d'expansion avaient reçu des investissements au stade de démarrage. Bien qu'une année ne constitue pas une tendance, dans les années à venir, nous nous pencherons sur l'incidence du financement par capital-risque au stade de démarrage sur les possibilités de financement au stade de croissance.

En 2016, la valeur moyenne des investissements se chiffrait à 0,71 million de dollars au stade de croissance et à 2,52 millions de dollars au stade d'expansion. La tendance sur cinq ans est illustrée dans le tableau suivant.

Tableau 1.1 - Tendence quinquennale pour le nombre d'opérations de capital-risque et leur valeur globale par stade de développement

	Prédémarrage		Démarrage		Croissance		Expansion		Total	
	N ^{bre}	M\$	N ^{bre}	M\$	N ^{bre}	M\$	N ^{bre}	M\$	N ^{bre}	M\$
2012	5	0,61	14	5,55	4	2,02	-	-	23	8,18
2013	3	0,85	10	4,45	2	1,82	-	-	15	7,12
2014	3	0,40	14	12,69	5	0,99	-	-	22	14,08
2015	2	0,17	8	9,22	3	1,46	2	0,79	15	11,64
2016	1	1,00	18	8,81	5	3,55	7	17,68	31	31,04
Total	14	3,03	64	40,72	19	9,84	9	18,47	106	72,06

Figure 1.5 - Placements de capital-risque au Canada



Marchés dispensés

Les marchés dispensés sont un élément important des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Au cours des cinq dernières années, les investissements reçus par les entreprises néo-brunswickoises, par l'intermédiaire des marchés dispensés, ont atteint un total de 1,20 milliard de dollars. Des investissements étrangers substantiels ont été signalés en 2012, en 2013 et en 2015. Ces opérations ont fait passer la valeur moyenne quinquennale des opérations à 241,14 millions de dollars, et ont eu un effet disproportionné sur les résultats des autres années.

Les marchés dispensés désignent la mobilisation de capitaux par une entreprise en émettant des titres à des acheteurs sans avoir à préparer un prospectus. Toute entreprise qui émet de nouveaux titres doit habituellement communiquer aux éventuels investisseurs les renseignements dont ils ont besoin pour prendre une décision de placement éclairée. Ce document est le prospectus. Dans certains cas, l'émetteur peut être libéré de l'exigence de prospectus. Cette exemption s'applique généralement aux titres non liquides, qui ne comptent pas de marchés secondaires établis. En vertu des lois sur les valeurs mobilières, les entreprises peuvent bénéficier de plusieurs dispenses¹ pour amasser des fonds.

Points saillants

- Les investissements ont totalisé 1,20 milliard de dollars au cours des cinq dernières années.
- Les investisseurs étrangers préféraient les titres de créance, tandis que les investisseurs locaux préféraient les titres de participation.
- En 2016, 19,48 millions de dollars ont été amassés sur les marchés dispensés; 11,97 millions de dollars ont été recueillis sous forme de capitaux propres et 7,51 millions de dollars sous forme de titres de créance.
- En 2016, la majorité des placements sur les marchés dispensés – soit 11,05 millions de dollars – provenait de l'extérieur du Nouveau-Brunswick.
- Parmi les différents types de dispenses, la dispense pour les investisseurs qualifiés est celle qui a été le plus souvent demandée en 2016, suivie de celle pour les amis, la famille et les associés d'affaires.
 - ◆ D'ailleurs, 98 % des capitaux ont été mobilisés par des investisseurs qualifiés au cours des cinq dernières années.
 - ◆ Parmi les secteurs d'activité qui ont utilisé les marchés dispensés en 2016, il y a notamment les sociétés immobilières, qui ont mobilisé 6 millions de dollars, les entreprises de TIC (5,10 millions de dollars) et le secteur manufacturier (4,49 millions de dollars).

¹Les dispenses de prospectus sont définies à l'annexe A. Des webinaires et des vidéos décrivant les conditions permettant d'obtenir ces exemptions sont accessibles à l'adresse <http://fr.fcnb.ca/Acces-aux-capitaux.html>.

Figure 2.0 - Nombre de placements avec dispense et leur valeur globale entre 2012 et 2016

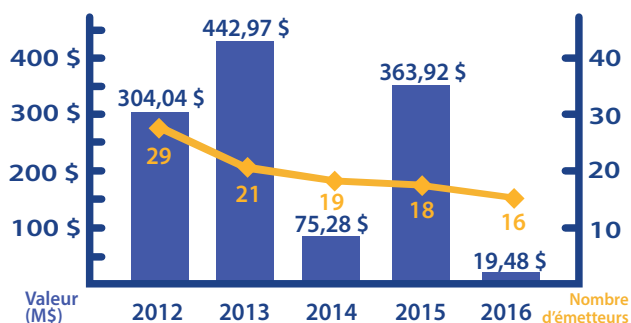
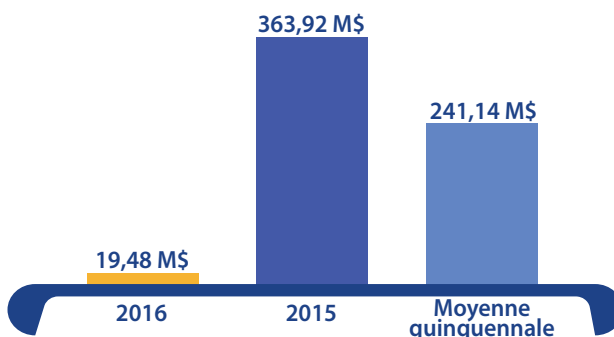


Figure 2.0a - Comparaison de la valeur globale des placements avec dispense en 2015 et 2016 et de la moyenne quinquennale



Afin d'avoir une idée plus précise de la situation, nous avons divisé les placements sur les marchés dispensés en deux groupes, selon qu'il s'agissait de titres de créance ou de titres de participation, comme le montrent les figures 2.1 et 2.1a. La figure 2.1 montre la répartition des capitaux mobilisés sur les marchés dispensés en fonction du type de titres de 2012 à 2016. Par le passé, les grands investisseurs étrangers privilégiaient les titres de créance aux titres de participation. Toutefois, les investisseurs étrangers ont été sensiblement moins actifs en 2016, ce qui explique la relation inverse observée cette année entre les deux types de titres. La figure 2.1a montre la répartition des capitaux mobilisés sur les marchés dispensés par type de titres et par secteur d'activité pour 2016. Dans la plupart des secteurs, à l'exception de l'immobilier, les entreprises qui ont eu recours aux marchés dispensés ont émis des titres de participation.

Figure 2.1 - Placements sur les marchés dispensés par type de titres entre 2012 et 2016

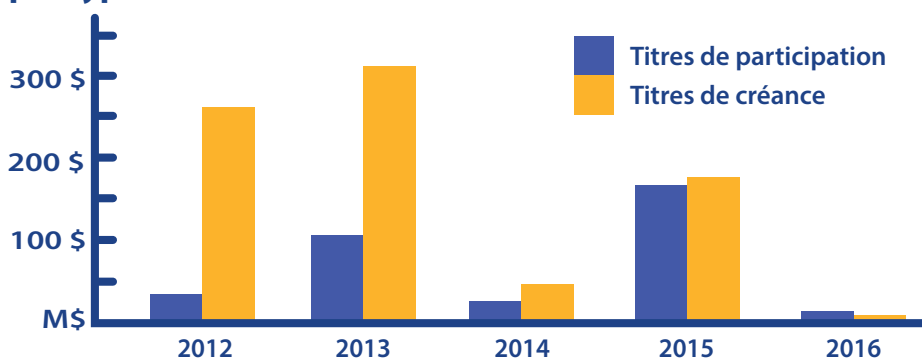


Figure 2.1a - Placements sur les marchés dispensés par type de titres et secteur d'activité en 2016

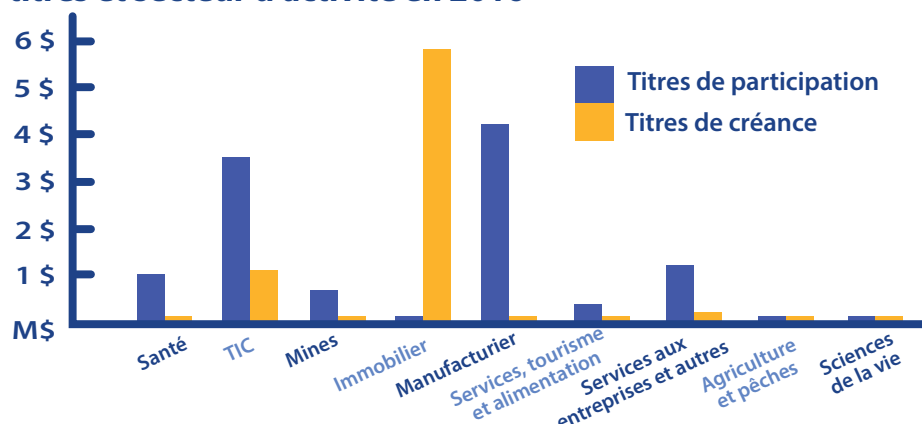


Figure 2.2 - Valeur cumulative des placements avec dispense par type de titre et territoire d'origine de l'investisseur entre 2012 et 2016

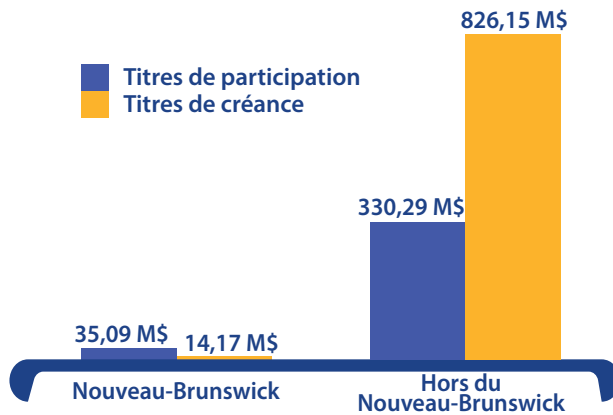
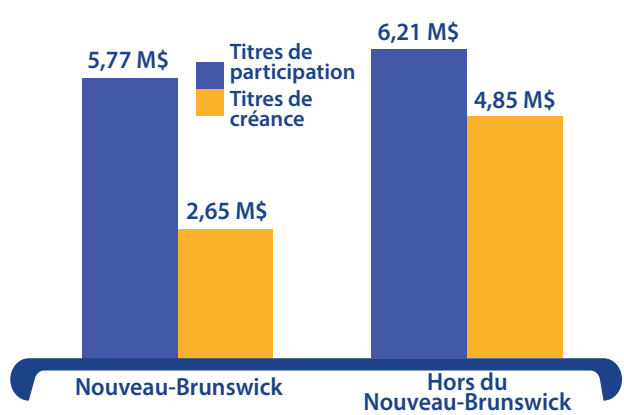


Figure 2.2a - Valeur des placements avec dispense par type de titre et territoire d'origine de l'investisseur en 2016



Les placements effectués sur les marchés dispensés peuvent comprendre différents types de titres. La **figure 2.3** illustre les différents types de titres et la valeur de chacun.

Figure 2.3 - Répartition des placements par type de titre en 2016

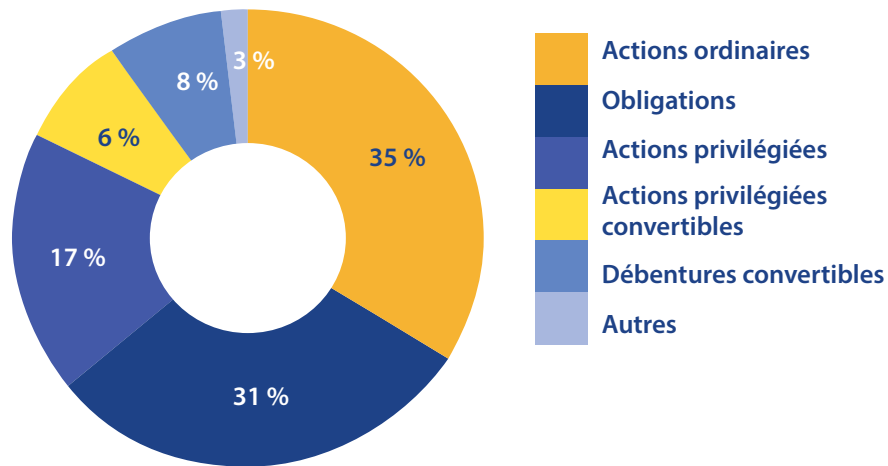


Tableau 2.0 - Valeur des placements avec dispense par type de titre entre 2012 et 2016

	Total 2012-2016 (M\$)
Actions ordinaires	49,05
Actions privilégiées	67,42
Unités	245,57
Obligations	22,04
Débetures convertibles	10,29
Billets à ordre	797,03
Débetures	10,74
Autres	3,56
Total	1 205,70

Comme le montrent la **figure 2.4** et le **tableau 2.1**, les investisseurs qualifiés ont fourni la majorité des investissements en 2016, suivis de la famille, des amis et des associés d'affaires. Toutefois, le pourcentage de capitaux provenant des investisseurs qualifiés est moindre cette année, comparativement à ce qu'il a été au cours des cinq dernières années. Ces variations s'expliquent par le fait que la quasi-totalité des capitaux d'investissement provenait d'investisseurs qualifiés et a été versée aux plus grandes sociétés fermées de la province.

Figure 2.4 - Répartition des placements avec dispense par type de dispense en 2016

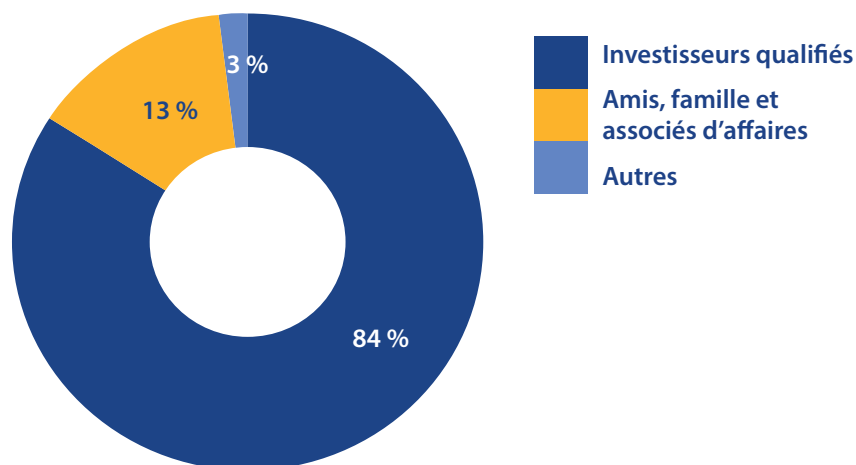


Tableau 2.1 - Valeur des placements avec dispense par type de dispense entre 2012 et 2016

	Total 2012-2016 (M\$)
Investisseurs qualifiés	1 185,55
Amis, famille et associés d'affaires	8,46
Émetteurs fermés	8,00
Notice d'offre	2,44
Autres	1,25
Total	1 205,70

Fusions et acquisitions

Les fusions et les acquisitions jouent un rôle important dans le paysage économique des marchés financiers du Nouveau-Brunswick. Les entreprises fermées ne sont pas tenues de rendre publique la valeur des opérations de fusion ou d'acquisition. Les données dont nous disposons indiquent que les activités de fusion et d'acquisition au cours des cinq dernières années représentaient 898,01 millions de dollars. Notre analyse est fondée sur les renseignements fournis par Thomson Reuters², et nos propres données de recherche. Malheureusement, les données sur la valeur de transaction de 10 des 14 opérations réalisées en 2016 ne sont pas du domaine public. Ce manque de données a eu pour effet de restreindre considérablement la portée de notre analyse. C'est pourquoi nous avons concentré notre attention sur le nombre d'opérations et le secteur d'activité des entreprises qui ont été acquises.

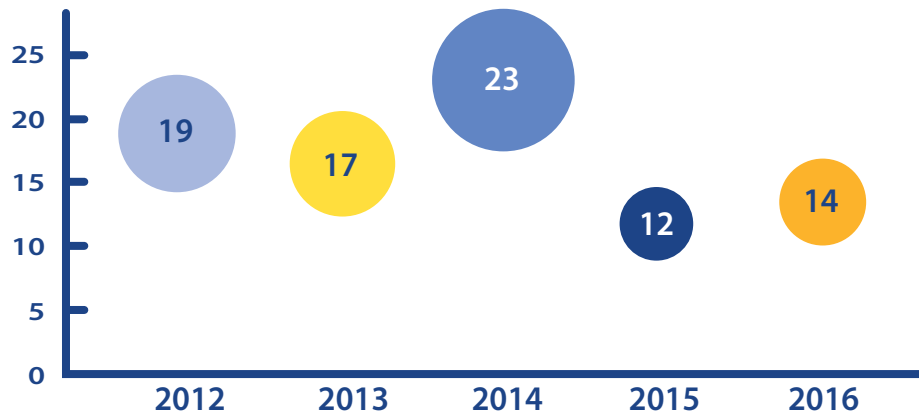
Points saillants

- Au cours des cinq dernières années, il y a eu un total de 85 opérations au Nouveau-Brunswick.
- Les opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick ont augmenté légèrement de 2015 à 2016, passant de 12 à 14.
- En 2016, deux entreprises néo-brunswickoises (une dans le secteur de l'agriculture et des pêches et l'autre dans le secteur de l'énergie) ont fait l'acquisition d'entreprises étrangères.
- Les secteurs qui ont réalisé des opérations de fusion et d'acquisition de 2012 à 2016 :
 - ◆ Mines – 20 opérations
 - ◆ Services aux entreprises – 19 opérations
 - ◆ Agriculture et pêches – 17 opérations
 - ◆ En 2016, deux opérations de fusion et d'acquisition ont été réalisées dans chacun de ces secteurs d'activité : services aux entreprises, soins de santé, mines, TIC, services et tourisme, et métallurgie.
- Territoire d'origine des entreprises qui ont fait l'acquisition de la majorité des entreprises néo-brunswickoises depuis 2012 :
 - ◆ 17 de l'Ontario
 - ◆ 12 de la Colombie-Britannique
- Des entreprises du Nouveau-Brunswick ont acheté 22 entreprises d'ici et de l'extérieur de la province entre 2012 et 2016.



²Thomson Reuters fait des recherches et publie des renseignements sur les marchés financiers du monde entier.

Figure 3.0 - Nombre d'opérations de fusion et d'acquisition entre 2012 et 2016



La **figure 3.1** montre le nombre d'opérations de fusion et d'acquisition visant une entreprise néo-brunswickoise, à titre de société acheteuse ou de société acquise, et leur répartition en fonction du territoire d'origine de la société acheteuse. Les recherches révèlent que les sociétés provenant des États-Unis et de l'Ontario ont été les plus actives dans l'acquisition d'entreprises du Nouveau-Brunswick et comptent quatre opérations par territoire. Viennent ensuite les sociétés néo-brunswickoises avec trois opérations; deux d'entre elles visaient l'acquisition de sociétés étrangères.

Figure 3.1 - Nombre d'opérations de fusion ou d'acquisition selon le territoire d'origine de l'acheteur en 2016

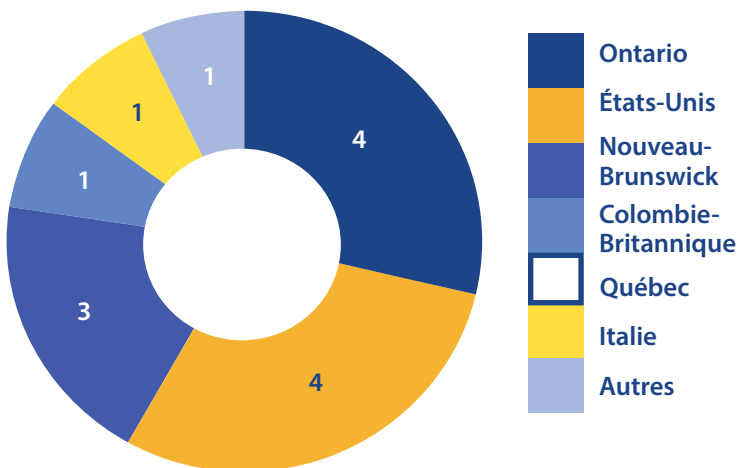


Figure 3.1a - Nombre d'opérations de fusion ou d'acquisition selon le territoire d'origine de l'acheteur entre 2012 et 2016

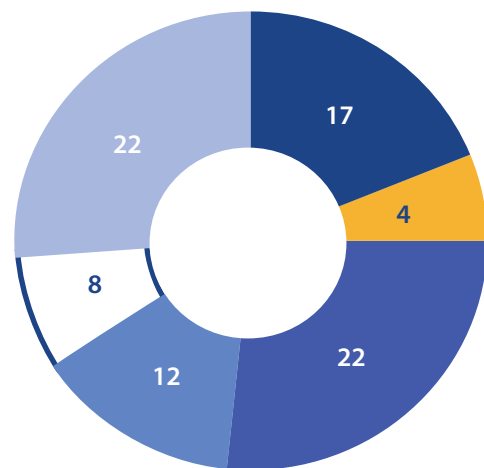


Figure 3.2 - Nombre d'opérations de fusion ou d'acquisition par secteur d'activité en 2016

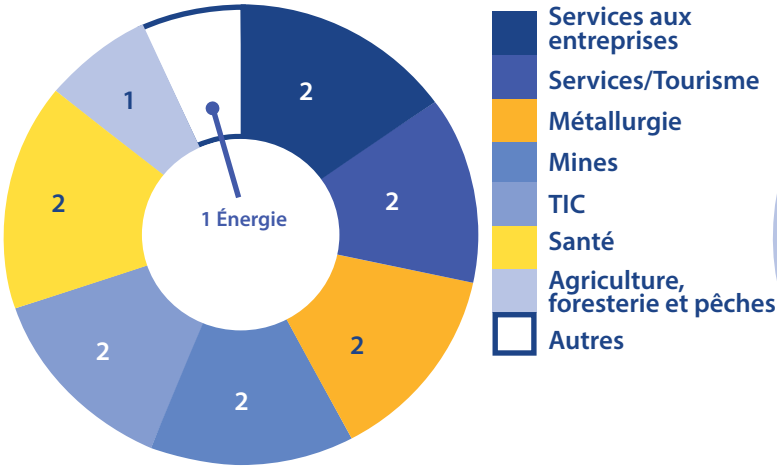
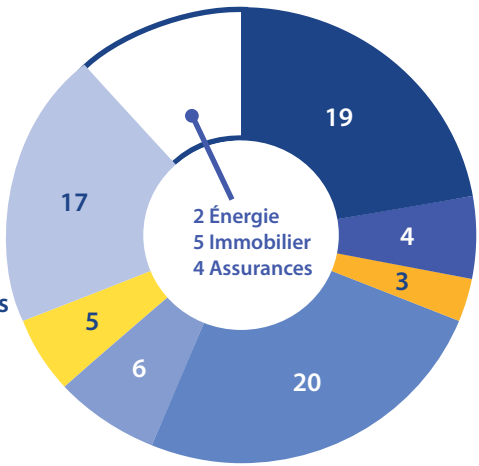


Figure 3.2a - Nombre d'opérations de fusion ou d'acquisition par secteur d'activité entre 2012 et 2016



Le **tableau 3.0** montre que des sociétés néo-brunswickoises ont fait l'acquisition de 22 entreprises au cours des cinq dernières années et que 63 sociétés néo-brunswickoises ont été achetées par des sociétés de l'extérieur de la province.

Tableau 3.0 - Comparaison du nombre d'opérations d'acquisition réalisées par des sociétés néo-brunswickoises et des sociétés de l'extérieur de la province entre 2012 et 2016

	Sociétés acheteuses du N.-B.	Sociétés acheteuses hors du N.-B.	Total
2012	5	14	19
2013	7	10	17
2014	6	17	23
2015	1	11	12
2016	3	11	14
Total	22	63	85

Subventions

Les gouvernements fédéral et provincial jouent un rôle d'appui dans la croissance des marchés financiers au Nouveau-Brunswick. Au cours des cinq dernières années, ils ont versé un total de 696,13 millions de dollars pour soutenir des entreprises néo-brunswickoises (49 % du gouvernement provincial et 51 % du gouvernement fédéral).

Points saillants

- Le total sur cinq ans était de 696,13 millions de dollars; 121,36 millions en 2016.
- Les subventions octroyées par les gouvernements fédéral et provincial étaient moins importantes en 2016 par rapport à 2015. Les subventions fédérales ont été réduites de 13,49 millions de dollars et les subventions provinciales, de 24,63 millions de dollars.
- Au provincial, la Société de développement régional (SDR) a octroyé 62 % des subventions au cours des cinq dernières années et Opportunités NB (ONB) a en fournies 20 %. La FINB et la Fondation de la recherche en santé du Nouveau-Brunswick (FRSNB) ont chacune versé 9 % des subventions.
- En 2016, ONB a versé 11,90 millions de dollars en aide financière à l'industrie et 5,50 millions de dollars aux petites entreprises.
- Au fédéral, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) continue d'être le principal fournisseur de subventions, bien que le montant des subventions ait chuté de 9,13 millions de dollars depuis 2015.

La **figure 4.0** fournit une comparaison des subventions octroyées entre 2012 et 2016. En 2014, les subventions fédérales ont culminé à 85,92 millions de dollars, mais ont diminué depuis pour atteindre 56,65 millions de dollars en 2016. Les subventions fédérales ont diminué de 13,49 millions de dollars en 2016 par rapport à 2015, et les subventions provinciales ont diminué de 24,63 millions de dollars depuis 2015. La FINB a versé des subventions principalement pour des projets de recherche (7 millions de dollars en 2016).

Figure 4.0 - Subventions provinciales et fédérales entre 2012 et 2016

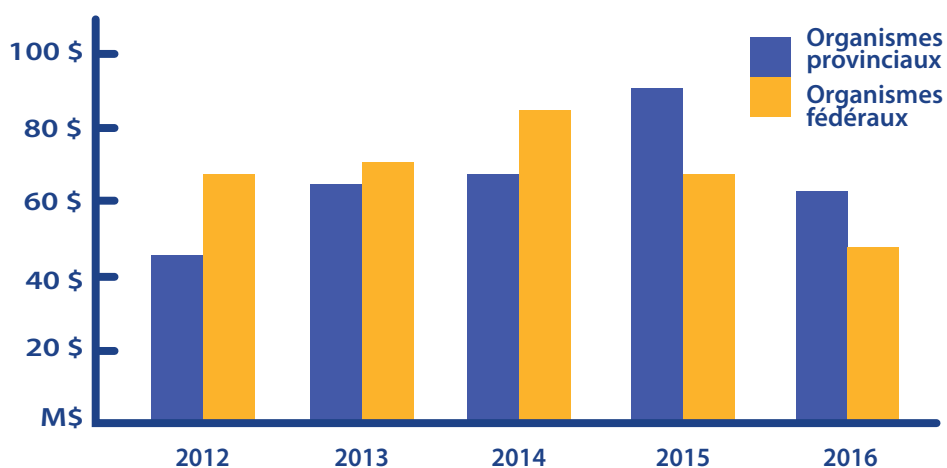
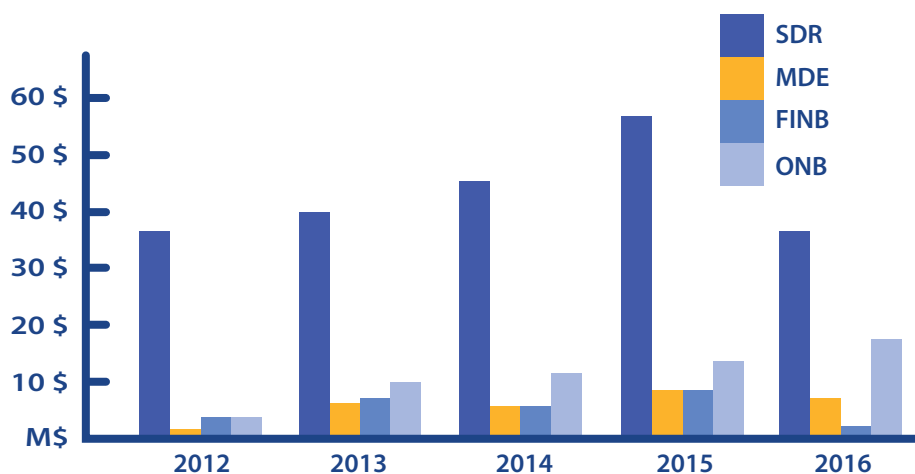
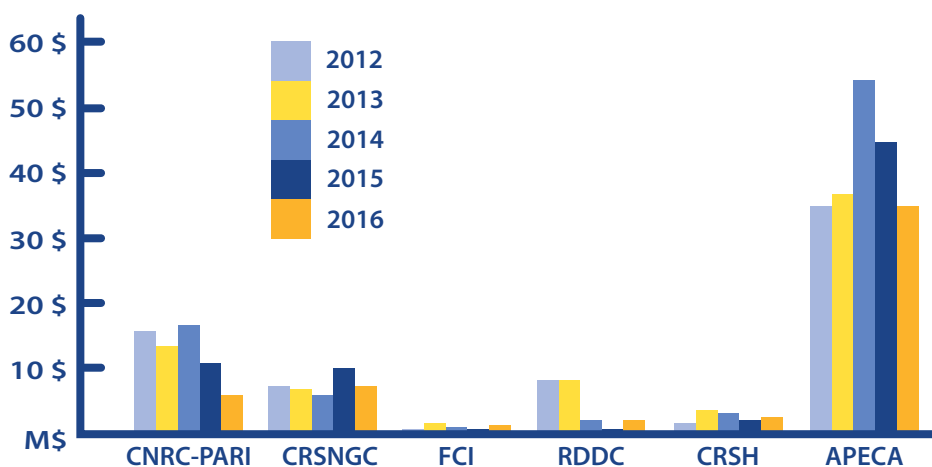


Figure 4.1 - Subventions provinciales entre 2012 et 2016



La **figure 4.2** montre la part des subventions fédérales versées au Nouveau-Brunswick en 2016³. L'APECA a fourni 60 % des subventions depuis 2012. Elle a versé 36,71 millions de dollars en subventions en 2016, ce qui représente une diminution par rapport au total de 45,84 millions de dollars en 2015.

Figure 4.2 - Subventions fédérales entre 2012 et 2016



³Consulter [l'annexe A](#) pour le nom complet des organismes subventionnaires fédéraux et provinciaux.

Financement par emprunt

En 2016, l'analyse des options de financement indirect se limite aux trois institutions suivantes : UNI Coopération financière (anciennement Fédération des Caisses populaires acadiennes), Credit Union Atlantic (Nouveau-Brunswick) et l'APECA. L'information relative aux grandes banques à charte n'était pas disponible à l'échelle provinciale, ce qui a quelque peu restreint la portée de notre analyse.

Points saillants

- En 2016, les prêts en cours totalisaient 978,83 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 2,75 % par rapport à 2015.
- En 2016, UNI a fourni 87 % du total de l'encours des prêts aux entreprises; Credit Union Atlantic, 10 %; l'APECA, 3 %.

UNI et Credit Union Atlantic ont connu une croissance soutenue pour le nombre de prêts consentis au cours des cinq dernières années.

Figure 5.0 - Prêts en cours consentis par UNI entre 2012 et 2016 (M\$)

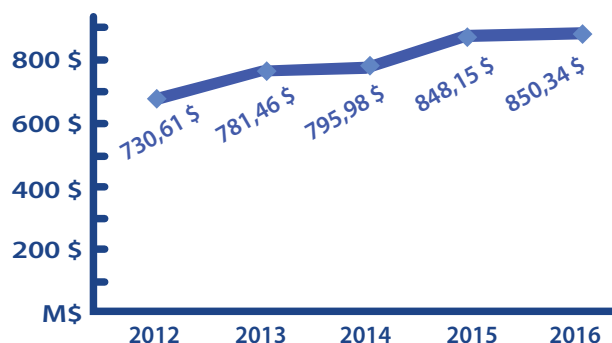


Figure 5.0a - Prêts en cours consentis par Credit Union Atlantic entre 2012 et 2016 (M\$)

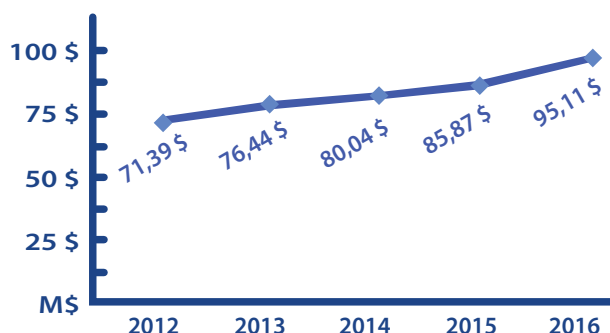
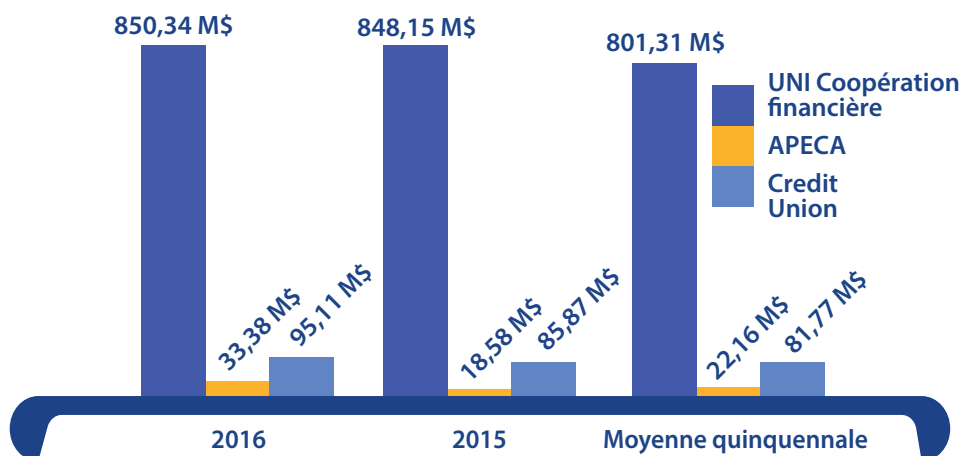


Figure 5.1 - Comparaison de la moyenne quinquennale du financement par emprunt



Analyse et prochaines étapes

La FCNB étudie les marchés financiers du Nouveau-Brunswick depuis 2009. Cette année, nos recherches indiquent que les sociétés de capital-risque investissent dans les entreprises néo-brunswickoises rendues à une étape ultérieure de leur développement et que le montant qu'elles sont prêtes à investir ne cesse d'augmenter. Dans les rapports antérieurs, nous avons constaté qu'un grand nombre d'entreprises néo-brunswickoises s'étaient assurées des fonds de capital-risque aux stades du prédémarrage et du démarrage; nous avons alors avancé l'idée que cela laissait entrevoir la possibilité d'un apport continu en capital-risque aux stades ultérieurs de croissance. En 2016, cela semble être bel et bien le cas. Nous avons remarqué aussi que le nombre d'opérations et la valeur des investissements aux stades du prédémarrage et du démarrage sont demeurés relativement stables au cours des cinq dernières années; la valeur moyenne des investissements à l'étape du démarrage a toutefois augmenté. En 2016, cinq entreprises à l'étape de croissance et sept à l'étape d'expansion ont reçu un financement important. Les futures recherches seront axées sur les tendances en matière de financement aux différentes étapes de développement d'une entreprise.

Compte tenu de la taille relativement modeste de nos marchés financiers, une seule transaction de mobilisation massive de capitaux peut avoir une incidence démesurée sur les résultats annuels. En 2016, nous n'avons relevé aucune activité de mobilisation de capitaux par les plus grandes entreprises fermées de la province. Néanmoins, cette faible activité a été compensée par l'activité accrue des entreprises ouvertes néo-brunswickoises. Étant donné que les résultats varient énormément d'une année à l'autre, nous estimons que l'examen des tendances sur cinq ans constitue une meilleure mesure de l'activité des marchés financiers.

Les entreprises des secteurs des TIC, des mines et des pêches ont été les plus actives à recueillir des fonds sur nos marchés financiers en 2016. L'influence exercée par le secteur de l'énergie au cours des années antérieures n'était pas manifeste cette année.

Nous avons aussi constaté que les entreprises néo-brunswickoises adoptent de nouvelles stratégies de financement de leurs activités, y compris l'utilisation de plateformes comme Kickstarter. Nous surveillerons ces modes de financement, qu'ils soient nouveaux ou autres. Les prochains rapports porteront sur le recours au financement participatif par actions et aux CDEC.

La FCNB vous invite à nous faire parvenir vos commentaires au sujet du présent rapport. Veuillez communiquer avec notre spécialiste des marchés financiers, Jeff Harriman, à l'adresse jeff.harriman@FCNB.ca.

Annexe A – Glossaire

Action ordinaire : Valeur mobilière qui représente la participation au capital-actions d'une société, qui confère des droits de vote et qui donne au porteur le droit à une part des succès de la société sous forme de dividendes ou de plus-value du capital. (*common stock*)

Actions privilégiées : Catégorie de droit de propriété dans une société qui a un rang préférentiel sur l'actif et les revenus par rapport aux actions ordinaires. Les actions privilégiées rapportent généralement un dividende qui doit être payé avant les dividendes aux porteurs d'actions ordinaires. Normalement, elles ne sont pas assorties d'un droit de vote. (*preferred shares*)

Agriculture, foresterie et services alimentaires : Secteurs d'activité qui s'occupent des cultures agricoles, de l'élevage d'animaux, de la foresterie et de l'exploitation forestière, de la pêche et d'autres activités connexes. (*Agriculture, forestry and food services*)

Autres (dans la catégorie « industrie ») : Secteurs de la construction, du commerce de gros, des transports et de l'entreposage, du tourisme, des services publics, des arts, du divertissement et des loisirs. (*Other - under the 'industry' category*)

Autres (dans la catégorie Types de bailleurs de fonds) : Investisseurs qui s'intéressent à des opérations dans des actions déterminées, mais sans présence permanente sur le marché, comme les investisseurs providentiels et les investisseurs sur le marché des souscriptions publiques. (*Other under the 'type of funder' category*)

Billet à ordre : Valeur mobilière qui a généralement une durée plus longue qu'une lettre de change, mais plus courte qu'une obligation. (*notes*)

Débite convertible : Type de prêt émis par une compagnie qui peut être converti en actions par le porteur et, dans certaines circonstances, par l'émetteur du prêt. (*convertible debenture*)

Émetteur fermé : Lorsque des entreprises ont besoin de financement additionnel après leur constitution, elles peuvent avoir recours à l'exemption pour émetteur fermé afin d'émettre des titres pour lancer une entreprise et ainsi vendre des titres d'un montant quelconque sans obligation de divulgation, à condition que ces transactions visent uniquement des acheteurs précis et qu'au plus 50 personnes possèdent des titres de l'entreprise. L'exemption à l'intention des émetteurs fermés nécessite la mise en place de restrictions limitant la capacité de transférer la propriété de titres. (*private issuer*)

Énergie (secteur d'activité) : Les entreprises faisant partie de ce secteur sont liées à la production d'énergie ou à l'approvisionnement en énergie. Ce secteur comprend les entreprises participant à l'exploration ou à l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz, au forage pétrolier ou gazier ou les sociétés d'électricité intégrées. (*energy – industry sector*)

Famille, amis et associés d'affaires : Dans le cadre de cette dispense, les entreprises peuvent vendre des titres, peu importe le montant, aux fondateurs, aux parents, aux amis très proches et aux associés d'affaires proches sans avoir à produire les déclarations normalement exigées. Il n'y a aucune limite au nombre d'acquéreurs ou au montant qui peut être réuni dans le cadre de cette exemption. (*family, friends and business associates*)

Financement participatif : Pratique de financement d'un projet ou d'une entreprise par la mobilisation de petites sommes d'argent provenant d'un grand nombre de personnes, généralement par le truchement d'Internet. (*crowdfunding*)

Financement participatif par actions : Nom donné au processus par lequel des gens (les « participants ») investissent dans une société fermée (une entreprise non cotée en bourse) en échange d'actions de la société, généralement par le truchement d'Internet. (*equity crowdfunding*)

Financement par emprunt : Prêt obtenu d'une institution comme une banque, une caisse populaire, une coopérative d'épargne et de crédit, un gestionnaire de portefeuille, un fonds financier ou une compagnie d'assurance. (*debt funding*)

Financement privé indépendant : Fonds qui investit sur le marché des souscriptions privées et qui réunit la totalité ou une partie de ses capitaux auprès d'investisseurs de l'extérieur. (*private independent*)

Fonds de croissance : Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans un portefeuille d'entreprises qui ont déjà un produit ou un service établi qui rapporte des revenus, mais qui ne dégagent peut-être pas encore de bénéfices. Ces sociétés peuvent avoir besoin de capitaux pour assurer leur croissance ou prendre de l'expansion. Les investissements servent à intensifier les activités de mise en marché, de production, de mise au point de produits, etc. (*later stage*)

Fonds de démarrage : Fonds qui réalise la majorité de ses investissements dans des sociétés qui ont déjà des activités de mise au point de produit, de mise en marché initiale, de fabrication et de vente à l'étape des essais ou de la production. Les investissements sont utilisés par la société pour lancer la production et les ventes. Dans certains cas, le produit commence à être offert dans le commerce et la société ne réalise pas encore de bénéfices. La société peut être en train de s'organiser ou être en activité depuis au plus trois ans. Habituellement, ces entreprises ont réalisé des études de marché, ont recruté leurs principaux dirigeants, ont dressé un plan d'affaires et sont prêtes à entrer en activité ou sont déjà en activité. (*seed stage*)

Fonds fiscalisé : Fonds établi à l'aide d'un crédit d'impôt aux particuliers offert par le gouvernement, comme les sociétés de capital de risque des travailleurs. (*retail*)

Fonds gouvernementaux de capital-risque : Fonds de capital-investissement établi par un organisme gouvernemental qui réunit des capitaux d'investisseurs de l'extérieur. (*Government VC funder*)

Fonds institutionnel : Fonds géré à l'intérieur de certaines grandes organisations comme les fonds de dotation, les fondations ou les fonds de pension, les banques d'investissement et les autres institutions bancaires ou financières. (*Institutional*)

Fonds polyvalent : Fonds intéressé à investir du capital de risque à plusieurs étapes du cycle de vie d'une entreprise. Ce type de fonds a des activités d'investissement aux stades du prédémarrage, du démarrage ou la croissance ultérieure, sans se limiter à un stade en particulier. (*balance stage*)

Fusions et acquisitions : Aspect d'une stratégie d'entreprise, du financement et de la gestion des sociétés touchant l'achat, la vente, la division et la combinaison de différentes sociétés et entités similaires qui peuvent aider une entreprise à avoir une croissance rapide dans son secteur ou son emplacement d'origine, ou dans un nouveau secteur ou un nouvel emplacement, sans créer de filiale, ou d'autre entité secondaire, et sans avoir recours à la constitution d'une coentreprise. (*mergers and acquisitions*)

Investissement de capital-risque : Forme spéciale d'investissement en actions dans des sociétés fermées qui se distingue par des placements dans des entreprises nouvelles qui ont un fort potentiel de croissance. (*venture capital investment*)

Investissement providentiel : Investissement en argent ou en mentorat d'un particulier dans une petite entreprise ou une entreprise en démarrage. (*angel investment*)

Investisseur qualifié : Personne ou organisation, généralement bien nantie et chevronnée, qui satisfait aux critères établis. Les critères en question se trouvent dans la [Norme canadienne 45-106](#) sur les dispenses de prospectus et d'inscription. (*accredited investor*)

Marchés dispensés : Les marchés dispensés concernent les titres placés sans prospectus. Toute entreprise qui place de nouveaux titres doit habituellement communiquer sous forme de prospectus certains renseignements aux éventuels investisseurs. Ces renseignements sont communiqués pour faire en sorte que les investisseurs reçoivent assez de renseignements afin d'être en mesure de prendre une décision de placement éclairée. Parfois, l'exigence de prospectus peut être prorogée. Cette exemption s'applique généralement aux titres non liquides, qui ne comptent pas de marchés secondaires établis. Les entreprises peuvent utiliser plusieurs dispenses pour amasser des fonds. Pour obtenir plus d'information, veuillez consulter le glossaire de [l'annexe A](#) ou la [Norme canadienne 45-102](#) sur le site : fr.fcnb.ca. (*exempt market*)

Marchés financiers : Marchés qui réunissent les fournisseurs et les utilisateurs de capitaux et de produits financiers comme les actions (financement par actions) et les obligations (financement par emprunts) et qui rendent possible le transfert de capitaux; personnes et organismes qui soutiennent ce processus. (*capital markets*)

Notice d'offre : Document juridique qui énonce les objectifs, les risques et les conditions d'investissement dans un placement privé. Comprend des éléments comme les états financiers, les notes biographiques des dirigeants, une description détaillée de l'entreprise, etc. (*offering memorandum*)

Notice d'offre (exemption) : Cette exemption autorise un émetteur à émettre des titres à quiconque, peu importe sa relation avec l'acquéreur, les moyens financiers de celui-ci et la valeur des titres acquis. Les exigences varient en fonction du montant que l'entreprise va amasser. (*offering memorandum – exemption*)

Obligation : Une obligation est un titre de créance. L'investisseur prête de l'argent à un emprunteur (comme une société par actions ou un gouvernement) pendant une certaine période. En contrepartie, l'emprunteur s'engage à payer à l'investisseur de l'intérêt à taux fixe à certaines dates et de rembourser la valeur de l'argent emprunté (la valeur nominale) à l'échéance. (*bond*)

Origine de l'investissement : Lieu géographique d'où provient le capital-risque investi au Nouveau-Brunswick. (*funding location*)

Placement avec dispense : Fait, pour un émetteur, de vendre des valeurs mobilières en se servant de l'une des dispenses de prospectus prévues par le droit des valeurs mobilières. (*exempt market distribution*)

Placement en actions : Terme qui renvoie à l'acquisition de titres ou à une prise de participation dans une société fermée (non cotée en bourse) ou l'achat et la détention d'actions sur un marché boursier par un particulier ou une société. (*equity investment*)

Prêt actif : Capital emprunté, mais non encore remboursé. (*outstanding debt*)

Salariés, dirigeant, administrateur et consultant : Cette exemption autorise un émetteur à vendre des titres, peu importe le montant, à ses salariés, aux membres de sa haute direction, à ses administrateurs et à ses consultants sans avoir à produire aucune des déclarations normalement exigées, dans la mesure où l'acquéreur fait volontairement l'acquisition des titres. Cela signifie que l'acquéreur n'a pas été incité à acheter les titres en vue d'obtenir un emploi, une nomination ou un engagement ou de conserver son emploi, sa nomination ou son engagement auprès de l'émetteur. (*employee, executive officer, director and consultant*)

Sciences de la vie : Secteur de la biotechnologie, de la médecine et des soins de santé. (*life sciences*)

Secteur manufacturier : Fabrication, transformation ou préparation de produits du secteur des matières premières. (*manufacturing*)

Services : Secteur d'activité qui regroupe les services suivants :

- services professionnels;
 - services scientifiques et techniques;
 - services administratifs et de soutien;
 - gestion des déchets et restauration;
 - autres services, à l'exception des services d'éducation et d'administration publique.
- (*Services*)

Stade d'expansion : Dans le cycle de vie d'une entreprise, moment où l'entreprise est établie et offre déjà ses produits et services, mais requiert des capitaux additionnels afin d'accroître sa production et ses recettes. (*expansion stage*)

Stade du prédémarrage : Fonds qui réalise la majorité de ses placements dans des entreprises récemment établies afin d'aider le fondateur à faire de la recherche en vue de mettre au point et de concevoir un produit ou un service. Ce stade nécessite relativement peu de capitaux et précède normalement les activités de commercialisation. (*early stage*)

Subvention : Type d'aide financière généralement accordée par un organisme fédéral ou provincial pour un objet déterminé. (*grant*)

Subventions fédérales

- **CNRC-PARI** : versées par le Conseil national de recherche
- **CRSNGC** : Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
- **FCI** : Fondation canadienne pour l'innovation
- **TDDC** : Technologies du développement durable du Canada
- **IRSC** : Instituts de recherche en santé du Canada
- **CRSH** : Conseil de recherche en sciences humaines
- **APECA** : Agence de promotion économique du Canada atlantique

Subventions provinciales

- **SDR** : Société de développement régional
- **ONB** : Opportunités Nouveau-Brunswick. L'aide fournie dans le cadre du Programme d'aide financière à l'industrie comprend des subventions pour les dépenses salariales, des prêts à remboursement conditionnel et une aide financière non remboursable pour les dépenses d'immobilisation. L'aide fournie par le groupe des petites entreprises comprend un apport financier non remboursable pour les dépenses d'immobilisation et pour les frais de développement des affaires ainsi qu'un programme de subvention salariale.
- **FINB** : Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick
- **FRSNB** : Fondation de la recherche en santé du Nouveau-Brunswick

Territoire d'origine de l'investisseur : Lieu géographique de l'investisseur qui réalise un investissement. (*investor location*)

TIC : Secteur des technologies de l'information et des communications. (*ICT*)

Type de bailleur de fonds : Structure du fonds. (*funder type*)

Type de fonds de capital-risque : Domaine dans lequel le fonds paraît ou déclare investir. (*type of venture capital fund*)

Unités : Combinaison de valeurs mobilières ou de types de valeurs mobilières achetées ou vendues en bloc. (*units*)

Unités de titres groupés (UBS) : Une unité composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. (*units of bundled securities*)

Annexe B – Tableau de bord des indicateurs des marchés financiers du Nouveau-Brunswick pour 2012-2016 (en millions de dollars)

Source de financement	TIC	Sciences de la vie/Santé	Manufactures	Énergie	Agriculture/Pêches	Mines	Immobilier	Assurance	Services/Tourisme	Autre	Total pour 2012-2016
Total pour 2012-2016											
Capital de risque	55,77	1,68	4,83	3,70	-	-	-	-	-	6,08	72,06
Placements avec dispense	283,89	3,34	6,16	569,90	251,84	1,28	11,28	-	0,81	14,60	1 143,11
*Marchés publics	-	89,78	-	0,18	-	10,50	117,51	-	-	13,22	231,19
Total - placements directs	339,66	94,80	10,99	573,78	251,84	11,78	128,79	-	0,81	33,90	1 446,36
FUSIONS ET ACQUISITIONS											
Sociétés acheteuses	-	-	0,30	-	399,21	65,49	122,80	-	-	9,51	597,31
Sociétés acquises	0,90	71,34	-	7,82	50,62	24,68	28,03	15,24	100,68	1,39	300,70
Total - Fusions et acquisitions	0,90	71,34	0,30	7,82	449,83	90,17	150,83	15,24	100,68	10,90	898,01
CAPITAL COMPLÉMENTAIRE											
**SUBVENTIONS											
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	341,02
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	355,11
Total - Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	696,13
Total global, 2012-2016	340,56	166,14	11,29	581,60	701,67	101,95	279,62	15,24	101,49	44,80	3 040,50
**Financement par emprunt au 31 déc. 2016	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	978,83

* Comprend 6 millions de dollars mobilisés sur les marchés dispensés par le secteur immobilier; l'autre part provient des marchés publics.

** Seuls les montants globaux sont présentés, car une ventilation des subventions par secteur n'était pas disponible.

*** Comprend les données sur les prêts en cours accordés aux entreprises néo-brunswickoises par UNI Coopération financière, l'APECA et les Credit Unions du Nouveau-Brunswick.

Annexe C – Tableau de bord des indicateurs financiers du Nouveau-Brunswick pour 2016 (en millions de dollars)

Source de financement	TIC	Sciences de la vie/Santé	Manufactures	Énergie	Agriculture/Pêches	Mines	Immobilier	Assurance	Services/Tourisme	Autre	Total 2016
PLACEMENT DE CAPITALS DIRECT											
Capital de risque	25,27	0,40	4,27	-	-	-	-	-	-	1,10	31,04
Placements avec dispense	5,09	1,10	4,49	-	-	0,82	-	-	0,48	1,50	13,48
*Marchés publics	-	73,64	-	-	-	-	29,01	-	-	-	102,65
Total - Placements directs	30,37	75,14	8,76	-	-	0,82	29,01	-	0,48	2,60	147,17
FUSIONS ET ACQUISITIONS											
Sociétés achetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés acquises	-	6,18	-	-	-	0,58	-	-	0,27	-	7,03
Total - Fusions et acquisitions	-	6,18	-	-	-	0,58	-	-	0,27	-	7,03
CAPITAL COMPLÉMENTAIRE											
**SUBVENTIONS											
Organismes provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	64,71
Organismes fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	56,65
Total - Subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	121,36
Total global pour 2016	30,37	81,32	8,76	-	-	1,40	29,01	-	0,75	2,60	275,56
***Financement par emprunt au 31 déc. 2016	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	978,83

* Comprend les capitaux mobilisés sur les marchés dispensés et sur les marchés publics.

** Seuls les montants globaux sont présentés, car une ventilation des subventions par secteur n'était pas disponible.

*** Comprend les prêts en cours accordés aux entreprises néo-brunswickoises par UNI Coopération financière, l'APECA et les Credit Unions du Nouveau-Brunswick.

Annexe D – Tableau de bord des indicateurs clés des marchés financiers du Nouveau-Brunswick des cinq dernières années

Tableau de bord	Année (en millions de \$)				
	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements de capital-risque	8,18	7,12	14,08	11,64	31,04
Nombre d'opérations de capital-risque	23	15	22	15	31
Taille moyenne des opérations	0,36	0,47	0,64	0,78	1,00
Placements avec dispense (incluant le secteur de l'énergie)	304,04	434,89	75,28	343,96	13,48
Placements avec dispense (excluant le secteur de l'énergie)	23,20	122,47	74,99	343,96	13,48
Nombre de placements avec dispense par émetteur	29	21	19	18	16
Marchés publics*	23,20	80,08	11,30	19,94	102,65
Fusions et acquisitions	215,98	177,70	372,02	125,28	7,03
Subventions provinciales	48,20	68,14	70,63	89,34	64,71
Subventions fédérales	69,85	72,89	86,00	70,91	56,65
Financement par emprunt	820,02	879,28	895,47	952,60	978,83
CIPE investissements reçus	17,60	19,30	14,83	32,17	35,28
CIPE crédits d'impôt accordés	5,28	5,79	4,45	15,69	16,78

*La rubrique « Marchés publics » comprend les capitaux mobilisés par les sociétés ouvertes du Nouveau-Brunswick sur les marchés publics et sur les marchés dispensés.

Annexe E – Tableaux

Tableau 1.0 : Nombre de placements de capital-risque et leur valeur globale (en millions de dollars)

Placements de capital-risque	2012	2013	2014	2015	2016
Valeur globale	8,18	7,12	14,08	11,64	31,04
Nombre d'opérations	23	15	22	15	31
Valeur moyenne	0,36	0,47	0,64	0,78	1,00

Tableau 1.1 : Valeur des placements de capital-risque (en millions de dollars) par secteur d'activité et bailleur de fonds en 2016

Bailleurs de fonds	TIC	Sciences de la vie	Manufactures/ Non haute techn.	Autres	Total
Gouvernement	1,87	-	-	-	1,87
Particuliers	0,57	-	0,16	-	0,73
Capital-investissement/CR	2,82	-	-	-	2,82
Société de financement par capitaux propres	9,25	-	-	0,30	9,55
Autre	10,76	0,40	4,11	0,80	16,07
Secteur privé	-	-	-	-	-
Fonds fiscalisés	-	-	-	-	-
Institutionnel	-	-	-	-	-
Société étrangère	-	-	-	-	-
Total du CR - 2016	25,27	0,40	4,27	1,10	31,04
Total CR - 2015	10,31	1,06	-	0,27	11,64
Moyenne quinquennale - CR	11,16	0,34	1,59	1,34	13,95

Tableau 1.2 : Valeur moyenne quinquennale des placements de capital-risque (en millions de dollars) par secteur d'activité et bailleur de fonds entre 2012 et 2016

Bailleurs de fonds	TIC	Sciences de la vie	Manufactures	Énergie et autres	Total
Gouvernement	5,92	-	0,10	2,04	8,06
Particuliers	1,36	-	-	-	1,36
Capital-investissement/CR	6,97	-	-	1,93	8,90
Société de financement par capitaux propres	17,31	-	-	0,80	18,11
Autre	22,90	1,68	4,73	2,12	31,43
Secteur privé	-	-	-	-	-
Fonds fiscalisés	0,05	-	-	-	0,05
Institutionnel	1,26	-	-	2,89	4,15
Société étrangère	-	-	-	-	-
Total	55,77	1,68	4,83	9,78	72,06
Moyenne sectorielle	77 %	2 %	7 %	14 %	100 %

Tableau 1.3 : Valeur des placements de capital-risque (en millions de dollars) par stade de développement et secteur d'activité

Stade	TIC	Sciences de la vie	Manufactures	Énergie	Autres	Total
Valeur cumulative de 2012 à 2016						
Prédémarrage	1,01	-	-	1,80	0,22	3,03
Démarrage	32,52	1,46	1,30	0,73	3,64	39,65
Croissance	4,87	0,22	3,53	1,17	1,12	10,91
Expansion	17,37	-	-	-	1,10	18,47
Total cumulatif	55,77	1,68	4,83	3,70	6,08	72,06
Moyenne quinquennale						
Prédémarrage	0,20	-	-	0,36	0,04	0,60
Démarrage	6,50	0,29	0,26	0,15	0,73	7,93
Croissance	0,97	0,04	0,71	0,23	0,22	2,17
Expansion	3,47	-	-	-	0,22	3,69
Total des valeurs moyennes	11,14	0,33	0,97	0,74	1,21	14,39
Capital-risque par stade de développement et secteur d'activité en 2016						
Prédémarrage	-	-	-	1,00	-	1,00
Démarrage	7,18	0,40	-	-	1,23	8,81
Croissance	1,51	-	2,04	-	-	3,55
Expansion	16,58	-	-	0,73	0,37	17,68
Total en 2016	25,27	0,40	2,04	1,73	1,60	31,04
Capital-risque par stade de développement et secteur d'activité en 2015						
Prédémarrage	-	-	-	-	0,14	0,14
Démarrage	8,05	1,06	-	-	0,13	9,24
Croissance	1,46	-	-	-	-	1,46
Expansion	0,80	-	-	-	-	0,80
Total en 2015	10,31	1,06	-	-	0,27	11,64

Tableau 1.4 : Nombre de placements de capital-risque par stade de développement et secteur d'activité

Stade	TIC	Sciences de la vie	Manufactures	Énergie	Autres	Total
Valeur cumulative de 2012 à 2016						
Prédémarrage	9	-	-	3	3	15
Démarrage	55	2	1	1	4	63
Croissance	8	1	5	2	3	19
Expansion	7	-	-	-	2	9
Total	79	3	6	6	12	106
Moyenne quinquennale						
Prédémarrage	2	-	-	1	1	4
Démarrage	11	1	-	-	1	13
Croissance	2	-	1	-	1	4
Expansion	1	-	-	-	-	1
Total	16	1	1	1	3	22
Opérations de capital-risque par stade de développement et secteur d'activité en 2016						
Prédémarrage	-	-	-	1	-	1
Démarrage	15	1	-	1	1	18
Croissance	1	-	4	-	-	5
Expansion	5	-	-	-	2	7
Total en 2016	21	1	4	2	3	31
Opérations de capital-risque par stade de développement et secteur d'activité en 2015						
Prédémarrage	-	-	-	1	1	2
Démarrage	7	1	-	-	-	8
Croissance	2	-	-	-	1	3
Expansion	2	-	-	-	-	2
Total en 2015	11	1	-	1	2	15

Tableau 1.5 : Valeur des opérations de capital-risque par province (en millions de dollars)

	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Terre-Neuve-et-Labrador	Î.-P.-É	Manitoba	Saskatchewan
2012	8,18	37,28	0,85	-	31,00	53,60
2013	7,12	15,26	-	-	11,18	4,13
2014	14,08	11,49	60,00	-	-	17,34
2015	11,64	45,74	1,65	0,71	4,00	2,95
2016	31,04	37,13	5,18	3,00	82,11	25,62
Total	72,06	146,90	67,68	3,71	128,29	103,64

Tableau 1.6 : Nombre d'opérations de capital-risque par province

Province	2012	2013	2014	2015	2016	Total	Pourcentage
Nouveau-Brunswick	23	15	22	15	31	106	36 %
Nouvelle-Écosse	39	13	10	17	13	92	31 %
Manitoba	12	2	1	3	6	24	8 %
Saskatchewan	33	5	6	4	8	56	19 %
Terre-Neuve-et-Labrador	3	1	2	3	3	12	4 %
Île-du-Prince-Édouard	-	-	1	1	1	3	1 %
Total	110	36	42	43	62	293	100 %

Tableau 2.0 : Valeur des placements avec dispense (en millions de dollars) entre 2012 et 2016

	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Valeur globale	304,05	442,97	75,28	363,92	19,48	1 205,70
Nombre d'émetteurs	29	21	19	18	16	103

Tableau 2.1 : Valeur des placements avec dispense (en millions de dollars) par type de titre entre 2012 et 2016

Titres	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Titres de participation						
Actions ordinaires	23,18	4,13	10,25	4,58	6,91	49,05
Options	-	-	-	-	-	-
Actions privilégiées	1,57	12,00	10,22	40,38	3,25	67,42
Unités	12,30	102,60	0,18	130,50	-	245,58
Actions accréditatives	-	-	0,12	-	0,08	0,20
Bons de souscription	-	-	-	1,40	0,08	1,48
Unités de titres groupés	-	-	-	-	0,46	0,46
Actions privilégiées convertibles	-	-	-	-	1,19	1,19
Total des titres de participation	37,05	118,73	20,77	176,86	11,97	365,38
Titres de créance						
Obligations	2,50	4,14	3,40	6,00	6,00	22,04
Débetures convertibles	5,50	0,75	0,65	1,87	1,51	10,28
Titres d'emprunt convertible	-	-	0,11	0,12	-	0,23
Billets à ordre	257,90	312,61	50,35	2,91	-	623,77
Debentures	1,10	6,74	-	176,16	-	184,00
Total des titres de créance	267,00	324,24	54,51	187,06	7,51	840,32
Total global	304,05	442,97	75,28	363,92	19,48	1 205,70

Tableau 2.2 : Valeur des placements avec dispense (en millions de dollars) par type de titre et territoire d'origine de l'investisseur en 2016

Type de titre	Santé	TIC	Mines	Immobilier	Manufactures	Services et tourisme	Services aux entreprises, et autres	Agri. et pêches	Sciences de la vie	Total global
Titres de participation - 2016										
Actions ordinaires	1,10	1,83	0,20	-	4,49	0,18	0,30	-	-	6,91
Options	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions privilégiées	-	1,93	-	-	-	0,30	1,02	-	-	3,25
Unités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions accréditatives	-	-	0,08	-	-	-	-	-	-	0,08
Unités de titres non regroupés	-	-	0,46	-	-	-	-	-	-	0,46
Bons de souscription	-	-	0,08	-	-	-	-	-	-	0,08
Actions privilégiées convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des titres de participation	1,10	3,76	0,82	-	4,49	0,48	1,32	-	-	11,97
Titres de créance										
Obligations	-	-	-	6,00	-	-	-	-	-	6,00
Débiteures convertibles	-	1,34	-	-	-	-	0,17	-	-	1,51
Titres d'emprunt convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Débiteures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des titres de créance	-	1,34	-	6,00	-	-	0,17	-	-	7,51
Total global	1,10	5,10	0,82	6,00	4,49	0,48	1,49	-	-	19,48
Placements dispensés - 2015										
Titres de participation	4,86	41,31	-	5,20	-	-	0,18	125,00	0,31	176,86
Titres de créance	3,90	51,99	-	6,00	-	-	-	125,17	-	187,06
Total global en 2015	8,76	93,30	-	11,20	-	-	0,18	250,17	0,31	363,92

Tableau 2.3 : Valeur des placements dispensés (en millions de dollars) par type de titre et territoire d'origine de l'investisseur entre 2012 et 2016

Type de titre	Total cumulatif de 2012 à 2016			2016		
	N.-B.	Hors du N.-B.	Total	N.-B.	Hors du N.-B.	Total
Titres de participation						
Actions ordinaires	17,54	31,51	49,05	3,21	3,70	6,91
Options	-	-	-	-	-	-
Actions privilégiées	14,40	53,02	67,42	1,22	2,03	3,25
Unités	1,42	244,15	245,57	-	-	-
Actions accréditives	0,16	0,05	0,21	0,03	0,05	0,08
Unités de titres non regroupés	0,05	0,40	0,45	0,05	0,40	0,45
Bons de souscription	0,33	1,16	1,49	0,06	0,03	0,09
Actions privilégiées convertibles	1,19	-	1,19	1,19	-	1,19
Total des titres de participation	35,09	330,29	365,38	5,76	6,21	11,97
Titre de créance						
Obligations	14,17	-	14,17	1,75	4,25	6,00
Débetures convertibles	-	-	-	0,91	0,60	1,51
Titres d'emprunt convertibles	-	-	-	-	-	-
Billets à ordre	-	-	-	-	-	-
Débetures	-	-	-	-	-	-
Total des titres de créance	14,17	-	14,17	2,66	4,85	7,51
Total global	49,26	330,29	379,55	8,42	11,06	19,48

Tableau 2.4 : Nombre de placements avec dispense par type de titre et territoire d'origine de l'investisseur en 2016

Type de titres	N.-B.	Hors du N.-B.	Total
Obligations	29	43	72
Actions ordinaires	113	-	113
Débetures convertibles	6	4	10
Actions privilégiées	20	-	20
Actions privilégiées convertibles	6	-	6
Unités de titres groupés	2	11	13
Bons de souscription	2	3	5
Actions accréditives	2	1	3
Total	180	62	242

Tableau 2.5 : Valeur des placements avec dispense (en millions de dollars) par catégorie de dispense en 2016

Catégorie de dispense	2015	2016
Investisseurs qualifiés	362,46	16,34
Employés, dirigeants, administrateurs et consultants	-	0,20
Famille, amis et associés en affaires	1,33	2,52
Notice d'offre	0,13	0,12
Droits de souscription	-	0,30
Total	363,92	19,48

Tableau 2.6 : Valeur des placements avec dispense (en millions de dollars) par territoire d'origine de l'investisseur et secteur d'activité en 2016

	Santé	TIC	Mines	Immobilier	Manufactures	Services et tourisme	Services aux entreprises, etc.	Total
Alberta	0,02	-	0,04	0,96	0,01	-	-	1,03
Colombie-Britannique	-	-	0,11	0,30	-	-	-	0,41
Îles Caïmans	-	-	-	-	-	-	0,16	0,16
Manitoba	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick	1,05	2,66	0,30	1,76	1,26	0,43	0,96	8,42
Ontario	-	0,09	0,30	1,10	-	-	0,31	1,80
Québec	-	0,28	0,01	1,50	3,20	0,05	0,06	5,10
Nouvelle-Écosse	0,02	1,87	0,02	0,08	-	-	-	1,99
Australie	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01
États-Unis	-	0,20	0,04	-	-	-	-	0,24
Camaroun	-	-	-	-	0,02	-	-	0,02
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	0,25	-	-	-	0,25
Chine	-	-	-	0,05	-	-	-	0,05
Total	1,10	5,10	0,82	6,00	4,49	0,48	1,49	19,48

Tableau 3.0 : Aperçu des opérations de fusion et d'acquisition au Nouveau-Brunswick en 2016

Territoire d'origine de l'acheteur	Territoire de l'opération	Valeur (en millions de \$)	Nombre d'opérations
États-Unis	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	3,09	1
États-Unis	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	0,27	1
États-Unis	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
États-Unis	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
Colombie-Britannique	Nouveau-Brunswick	0,58	1
Ontario	Nouveau-Brunswick	3,09	1
Nouveau-Brunswick	Irlande	Non divulguée	1
Italie	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
Nouveau-Brunswick	Ontario	Non divulguée	1
Non divulgué	Nouveau-Brunswick	Non divulguée	1
Nouveau-Brunswick	Uruguay	Non divulguée	1
Total		7,03	14

Tableau 3.1 : Nombre d'opérations de fusion et d'acquisition et leur valeur globale (en millions de dollars) entre 2012 et 2016

Année	Valeur	N ^{bre} d'opérations
2012	215,98	19
2013	177,70	17
2014	372,02	23
2015	125,28	12
2016 *	7,03	14
Total quinquennal	898,01	85
Moyenne quinquennale	179,60	17

*La valeur globale (en millions de dollars) pour 2016 est fondée sur les quatre opérations dont les données ont été rendues publiques, sur un total de 14 opérations.

Tableau 3.2 : Valeur des opérations de sociétés néo-brunswickoises ayant acquis d'autres sociétés et de sociétés de l'extérieur ayant acquis des sociétés néo-brunswickoises entre 2012 et 2106 (en millions de dollars)

Année	Sociétés acheteuses	Sociétés acquises	Total
2012	176,78	39,20	215,98
2013	147,29	30,41	177,70
2014	266,20	105,82	372,02
2015	7,03	118,25	125,28
2016 *	-	7,03	7,03
Total quinquennal	597,30	300,71	898,01
Moyenne quinquennale	119,46	60,14	179,60

*La valeur globale (en millions de dollars) pour 2016 est fondée sur les quatre opérations dont les données ont été rendues publiques, sur un total de 14 opérations.

Tableau 3.3 : Valeur globale des opérations de fusion et d'acquisition par territoire d'origine de l'acquéreur entre 2012 et 2016 (en millions de dollars)

Territoire	2012	2013	2014	2015	2016	Total cumulatif	Moyenne quinquennale
Alberta	3,11	-	-	-	-	3,11	0,62
Colombie-Britannique	18,84	0,30	5,86	74,98	0,58	100,56	20,11
Nouveau-Brunswick	176,78	147,26	266,21	7,03	-	597,28	119,46
Ontario	15,24	29,39	-	28,03	6,45	79,11	15,82
Québec	1,11	0,75	47,95	-	-	49,81	9,96
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-
Inconnu	0,90	-	52,00	15,24	-	68,14	13,63
Total	215,98	177,70	372,02	125,28	7,03	898,01	179,60

Tableau 3.4 : Nombre d'opérations de fusion et d'acquisition par secteur d'activité entre 2012 et 2016

Secteur d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	Total cumulatif	Moyenne quinquennale
Énergie	7,82	-	-	-	-	7,82	1,56
Assurances	-	-	-	15,24	-	15,24	3,05
Santé	7,63	-	57,50	-	6,18	71,31	14,26
Immobilier	-	122,80	-	28,03	-	150,83	30,17
TIC	0,90	-	-	-	-	0,90	0,18
Mines	41,84	4,67	43,06	-	0,58	90,15	18,03
Métallurgie	-	0,32	-	-	-	0,32	0,06
Agri, foresterie et pêches	154,39	24,00	271,46	-	-	449,85	89,97
Services et tourisme	-	25,70	-	74,98	-	100,68	20,14
Services aux entreprises, commerce de gros, et autres	3,40	0,21	-	7,03	0,27	10,91	2,18
Total	215,98	177,70	372,02	125,28	7,03	898,01	179,60

Tableau 3.5 : Nombre d'opérations de fusion et d'acquisition par territoire d'origine de l'acquéreur entre 2012 et 2016

Territoire d'origine	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Alberta	1	-	-	-	-	1
Colombie-Britannique	6	2	2	1	1	12
Nouveau-Brunswick	5	7	6	1	3	22
Nouvelle-Écosse	-	-	2	-	-	2
Ontario	5	5	2	1	4	17
Manitoba	-	-	1	-	-	1
Québec	1	2	5	-	-	8
États-Unis	-	-	-	-	4	4
Inconnu	1	1	5	9	1	17
Italie	-	-	-	-	1	1
Total	19	17	23	12	14	85

Tableau 3.6 : Nombre d'opérations de fusion et d'acquisition par secteur d'activité entre 2012 et 2016

Secteur d'activité	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Énergie	1	-	-	-	1	2
Assurances	-	1	2	1	-	4
Santé	1	-	2	-	2	5
Immobilier	-	2	1	2	-	5
TIC	1	-	3	-	2	6
Mines	9	5	4	-	2	20
Métallurgie	-	1	-	-	2	3
Services et tourisme	-	1	-	1	2	4
Agri, foresterie et pêches	5	3	5	3	1	17
Services aux entreprises, commerce de gros, et autres	2	4	6	5	2	19
Total	19	17	23	12	14	85

Tableau 4.0 : Valeur des subventions fédérales et provinciales versées au Nouveau-Brunswick entre 2012 et 2016 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Organismes provinciaux	48,20	68,14	70,63	89,34	64,71	341,02
Organismes fédéraux	69,71	72,69	85,92	70,14	56,65	355,11
Total	117,91	140,83	156,55	159,48	121,36	696,13

Tableau 4.1 : Valeur des subventions provinciales versées au Nouveau-Brunswick entre 2012 et 2016 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	2012	2013	2014	2015	2016	Total
SDR	38,14	40,67	45,53	57,10	37,99	219,43
MDE	1,29	7,90	5,90	8,50	7,00	30,59
FINB	4,27	8,57	5,81	8,64	2,32	29,61
ONB	4,50	11,00	13,39	15,10	17,40	61,39
Total	48,20	68,14	70,63	89,34	64,71	341,02

Tableau 4.2 : Valeur des subventions fédérales versées au Nouveau-Brunswick entre 2012 et 2016 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	2012	2013	2014	2015	2016	Total
CNRC-PARI	16,29	14,62	17,59	11,49	6,89	66,88
CRSNGC	7,14	6,95	6,36	10,62	7,29	38,36
FCI	0,22	1,56	0,54	-	0,94	3,26
RDDC	8,00	8,00	2,35	-	2,35	20,70
CRSH	1,50	3,74	3,47	2,19	2,47	13,37
APECA	36,56	37,82	55,61	45,84	36,71	212,54
Total	69,71	72,69	85,92	70,14	56,65	355,11

Tableau 4.3 : Valeur des subventions à la recherche versées par la Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick en 2016 (en millions de dollars)

Type de fonds	Montant
Fonds d'innovation en recherche (FIR)	2,69
Initiative des assistants à la recherche (IAR)	0,90
Initiative des techniciens à la recherche (ITR)	-
Programme de bourses d'études supérieures du N.-B.	1,22
Chaire de recherche en innovation du N.-B.	1,20
Fonds de bons d'innovation (FBI)	1,00
Total	7,01

Tableau 5.0 : Financement par emprunt accordé aux entreprises clientes au Nouveau-Brunswick entre 2012 et 2016 (en millions de dollars)

Organisme subventionnaire	Solde de prêts en cours				
	2012	2013	2014	2015	2016
Caisses populaires (N.-B.)	730,61	781,46	795,98	848,15	850,34
APECA	18,02	21,38	19,45	18,58	33,38
Credit Unions	71,39	76,44	80,04	85,87	95,11
Total	820,02	879,28	895,47	952,60	978,83

Tableau 5.1 : Solde des prêts en cours au 1^{er} janvier et prêts nouvellement émis en 2015 et 2016 par UNI

Type de prêt	Solde des prêts en cours		Variance (%)
	2015	2016	
Nouveau	239,99	217,44	-9,40 %
Ancien	608,16	632,90	4,07 %
Total	848,15	850,34	0,26 %

Annexe F – Sources documentaires

Tableaux 1.0 à 1.6 (capital-risque)

Source : Thompson Reuters

Tableaux 2.0 à 2.6 (marchés dispensés)

Source : Déclarations et rapports réglementaires déposés auprès de la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick

Notre analyse des marchés dispensés du Nouveau-Brunswick en 2016 est fondée sur les informations tirées des déclarations réglementaires des investisseurs et des informations qu'ils nous ont fournies volontairement. De nombreuses entreprises néo-brunswickoises à la recherche de capitaux se prévalent de la dispense pour les émetteurs fermés en vertu de laquelle ils ne sont pas tenus de déposer une déclaration auprès de la FCNB.

Tableaux 3.0 à 3.6 (fusion et acquisition)

Source : Thompson Reuters

Sources d'informations publiques

Tableaux 4.0 à 4.3 (subventions)

Informations fournies par les organismes provinciaux suivants :

- 1) Fondation de l'innovation du Nouveau-Brunswick (FINB)
- 2) Communications directes d'Opportunités Nouveau-Brunswick (ONB)
- 3) FRSNB : subventions fournies par la Fondation de la recherche en santé du Nouveau-Brunswick

Informations fournies par les organismes fédéraux suivants :

- 4) CNRC-PARI : subventions fournies par le Conseil national de recherches Canada
- 5) CRSNG : subventions fournies par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
- 6) FCI : subventions fournies par la Fondation canadienne pour l'innovation
- 7) TDDC : subventions fournies par Technologies du développement durable Canada

8) IRSC : subventions fournies par les Instituts de recherche en santé du Canada

9) CRSH : Conseil de recherches en sciences humaines

10) APECA : subventions fournies par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Tableaux 5.0 et 5.1 (Financement par emprunt)

Sources :

1) Communications directes d'UNI Coopération financière

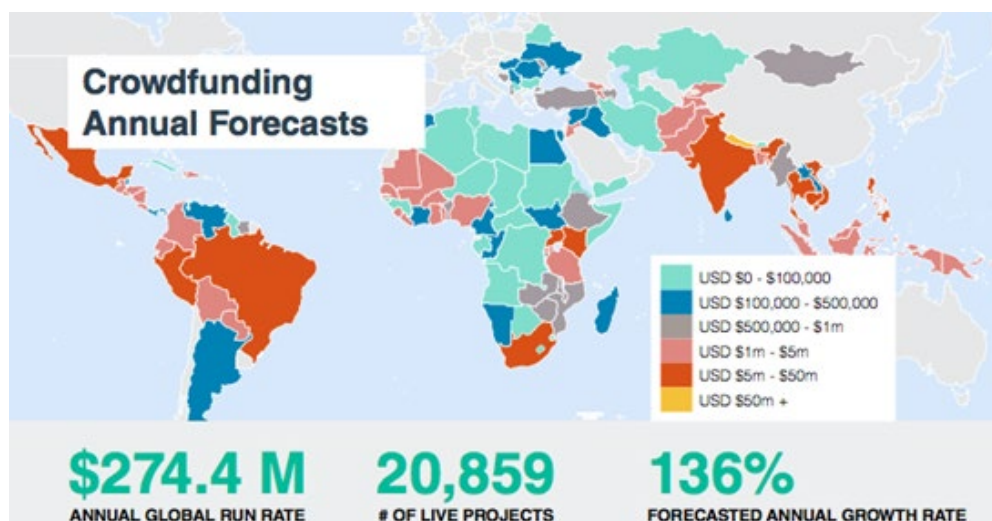
2) Site Web de l'Agence de développement économique du Canada atlantique (APECA)

3) DCommunications directes de Credit Union Atlantic

Annexe G – Financement participatif

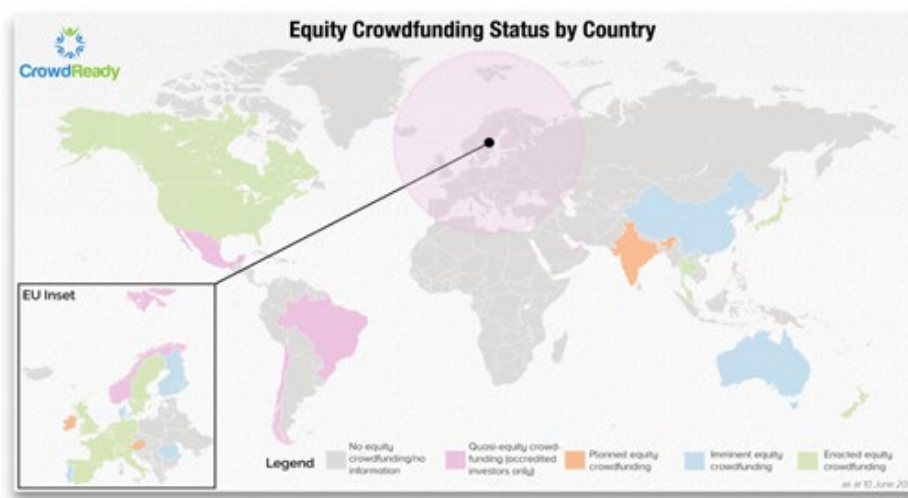
La popularité du financement participatif a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années et son taux de croissance devrait se maintenir à l'échelle mondiale, comme le montre l'infographique qui suit :

Tableau 1 : Croissance annuelle prévue du financement participatif par région en 2016



Source : <https://www.crowdfundinsider.com/2015/06/68832-crowdfunding-in-developing-world-said-set-for-explosive-growth/> (en anglais seulement)

Tableau 2 : Situation du financement participatif par actions par région en 2016



Source : <http://www.crowdfunder.com.au/updates/> (en anglais seulement)

